

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 246

MONTREAL, LE LUNDI 23 OCTOBRE 1995

75 c + TPS + TVQ / Toronto 18

PERSPECTIVES

45%

Un niveau d'appui rare dans les démocraties occidentales

45%. Ce chiffre représentait la semaine dernière, selon nombre d'analyses, une projection réaliste du score du OUI le 30 octobre prochain. Certains allaient même, au vu des derniers sondages, jusqu'à pronostiquer des résultats au-delà de ce chiffre, et qui sait...

45% dans un référendum, c'est une défaite. Et pourtant, ce chiffre représente une somme d'appuis remarquable en démocratie pluraliste moderne. Spécialement lorsque le projet soumis aux voix est le moins radical, et promet un changement appréciable dans l'ordre des choses, qu'il soit social, «national» ou géopolitique.

Dans les démocraties d'Occident, les appuis à des projets de «vrai changement» — socialisme dur, néolibéralisme dur, utopie écologiste, ou sécession — atteignent rarement des taux aussi élevés.

Obtenir une majorité absolue sur un projet impliquant une forme ou l'autre de rupture, fut-elle matinée de néo-associationnisme et de rigueur économique libérale, c'est réaliser une véritable prouesse.

Pourtant, dans le monde démocratique contemporain, bien des réformes, et non des moindres, peuvent être avancées sans qu'il ne soit nécessaire de les soumettre spécifiquement aux voix. Avec 35% ou 40% — pourcentages courants de majorités parlementaires qui font des gouvernements —, beaucoup de leaders politiques font beaucoup de «millage».

En 1992, deux chefs qui «valaient» l'un et l'autre 35% — le Tchèque Vaclav Klaus et le Slovaque Vladimir Meciar — ont coupé un pays en deux. En juin 1981, avec comme slogan-programme «Changer la vie», rien de moins, les socialistes français ont obtenu 38% aux élections parlementaires, enclenchant un programme de réformes radicales de l'économie... avant, il est vrai, de battre précipitamment en retraite les deux années suivantes. En Ontario, avec un peu plus de 40% des voix, les conservateurs de Mike Harris ont enclenché leur *Common Sense Revolution* qui, si elle était menée à bien, bouleverserait les rapports entre la politique et l'économie.

On le voit, les mouvements de changement politique plus ou moins radical sont rarement le fait de majorités absolues. Et pourtant, quand il s'agit de sécessions, il est désormais commun — et presque universellement accepté — d'exiger des référendums. A ce titre, l'ex-Tchécoslovaquie fait véritablement figure d'exception qui confirme la règle.

Ici, une distinction s'impose. Entre 1990 et 1993, en URSS, en ex-Yougoslavie et dans le tiers monde, il y a bien eu des scores de 80% ou 90% lors de différents référendums sur l'indépendance. Il y a à cela plusieurs expli-

À l'échelle du monde développé, le «camp du changement» manifeste une vitalité exceptionnelle au Québec

cautions: oppression nationale extrême, sortie de dictature, situation économique qui pousse les gens à croire qu'ils n'ont plus rien à perdre. Par contre, si l'on restreint l'observation aux pays occidentaux développés — Amérique du Nord, Europe de l'Ouest —, le constat change du tout au tout.

En Catalogne, il y a certes la formation «souverainiste-associationniste» *Convergence et Union* de Jordi Pujol, qui contrôle l'assemblée régionale de Barcelone tout en détenant 15 députés et la «balance du pouvoir» aux Cortes de Madrid. Mais les indépendantistes «durs» de Esquerra Republicana n'y font pas 10%.

Plus au nord, le Scottish National Party, qui milite en faveur de la sortie de l'Écosse du Royaume-Uni, n'a recueilli lors des élections d'avril 1992 que trois députés et environ 20% des suffrages. Poursuivons: si l'on considère, en Occident, les mouvements «radicaux» d'une manière ou d'une autre — sur le plan «national» ou sur le plan social — on trouve une anémie presque généralisée.

Le socialisme comme programme de changement radical (modèle PS français, 1980) est en déroute. Lorsqu'il se maintient à des niveaux électoraux acceptables, c'est qu'il a rejoint le consensus centriste. Au Canada, le NPD représente 8% des intentions de vote. Les Verts, que ce soit en France, en Allemagne ou ailleurs, moisissent dans les 4, 5 ou 6% d'appuis.

Il y a bien, à l'autre extrémité du spectre, la droite économique radicale, incarnée au Canada par les gouvernements albertain et ontarien, et aux États-Unis par les républicains de Newt Gingrich. Une droite qui, dans bien des cas, se sent investie d'une grande mission de «réinvention du politique», en libérant les citoyens de la malfaisante «tutelle de l'État», et en dégraissant radicalement l'administration publique.

Ce courant est certes important. Mais les Gingrich, Harris et Klein réussiraient-ils à gagner des référendums sur leurs programmes dans leurs versions les plus radicales? Rien n'est moins sûr...

Même assagi par l'âge, même frappé par la vulgarité électoraliste, même économiquement «recentré», même sorti du style «grand-messes sociales» des années 70, le projet indépendantiste demeure crédible et potentiellement subversif. Ou du moins — ce qui est aussi important — considéré comme tel. Les réactions actuelles au Canada en sont la preuve éloquent.

Autrement dit, même si par hypothèse il devait être battu par 55%-45%, le mouvement souverainiste québécois continuerait de représenter un courant démocratique «dissident» d'une dimension sans équivalent en Occident.

INDEX		MÉTÉO	
Agenda.....B7		Montréal	Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 16
Avis publics.....B6		Québec	Dégagement le matin. Max: 14
Classées.....B5			Détails en A 5
Culture.....B8			
Économie.....B2			
Éditorial.....A6			
Le monde.....A5			
Mots croisés.....B5			
Les sports.....B5			

L'ENTREVUE

Jean Daniel: la nation sans le nationalisme

PAGE B 1



LES SPORTS

Mario Tremblay encore sous l'effet de l'adrénaline

PAGE B 5

PLANÈTE



En attendant l'école (vraiment) virtuelle

PAGE B 4

Bouchard: «Chrétien n'accepte même pas de trouver Johnson sur son chemin»

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Québec — Alors que s'amorce la dernière semaine de la campagne référendaire, le camp du OUI s'est payé une démonstration de force hier, en rassemblant près de 6000 personnes à Québec pour entendre Lucien Bouchard attaquer féroce Jean Chrétien et le premier ministre Jacques Parizeau déclarer que «jamais on n'a été aussi proche [d'un pays]».

L'atmosphère au «Petit Colisée» du parc de l'exposition provinciale de Québec était à la fête, alors que la foule scandait «on veut un pays» devant tous les ministres,

députés souverainistes et porte-parole de la grande région de Québec.

Mais c'est surtout le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard qui a brillé, en s'attaquant au premier ministre du Canada Jean Chrétien, dont le NON retentissant de samedi représente, selon lui, le tournant décisif de la campagne référendaire.

«Les masques sont tombés, dit-il. Ce NON est une lumière crue projetée sur la stérilité du camp du NON. C'est un NON à tout changement, un NON à la notion de peuple du Québec, au fédéralisme renouvelé. C'est un NON pas seulement aux souverainistes, mais aussi à ses alliés fédéralistes au Québec.»

Samedi, Daniel Johnson avait lancé, à Longueuil, un appel à Jean Chrétien, lui demandant de se prononcer sur la notion de société distincte avant le référendum.

Quelques heures plus tard, le premier ministre du Canada, de New York, répondait à des journalistes qui l'interrogeaient qu'il n'était pas question de faire une telle promesse.

«Devant la pression qui monte, le naturel de Jean Chrétien est revenu au galop», a déclaré hier Lucien Bouchard, qui soutient que le OUI commence même à «faire des gains chez les libéraux. Jean Chrétien est en

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD



Assis au milieu de supporters du NON, Daniel Johnson écoute ici le maire de Montréal-Nord, Yves Ryan, vanter les mérites du Canada. Plus tôt, afin d'effacer les signes de division qui sont apparus samedi dans le camp fédéraliste, le chef libéral a dévoilé une déclaration conjointe dans laquelle le premier ministre Jean Chrétien et lui-même disent appuyer le principe de la société distincte pour le Québec.

PHOTO JACQUES NADEAU

Société distincte Johnson et Chrétien se disent sur la même longueur d'onde

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Afin d'effacer les signes de division qui sont apparus dans le camp fédéraliste, Daniel Johnson a dévoilé, hier, une déclaration conjointe dans laquelle le premier ministre Jean Chrétien et lui-même disent appuyer le principe de la société distincte pour le Québec.

«Nous affirmons sans équivoque que le Québec est une société distincte. Nous rappelons que nous avons tous deux appuyé l'inclusion de ce principe dans la Constitution canadienne à chaque fois que le Québec l'a demandé. Nous n'avons pas changé d'avis à ce sujet et nous maintenons toujours notre appui à la reconnaissance de cette réalité fondamentale du Canada», peut-on lire dans cette missive écrite en catastrophe hier matin.

La veille au cours d'un point de presse, M. Johnson avait dit trouver «souhaitable» que le gouvernement Chrétien s'engage à promouvoir, avant la fin de la campagne référendaire, certaines revendications traditionnelles du Québec contenues dans le Manifeste du NON, un document signé par les membres du camp fédéraliste dont M. Chrétien. Ce manifeste défend le principe de la société distincte, mais aussi le droit de veto et le retrait du fédéral des champs de compétence provinciale.

Mais de New York, où le premier ministre canadien prenait part aux célébrations entourant le 50e anniversaire des Nations unies, la réponse ne s'est pas fait attendre: lors d'un point de presse tenu dans les heures qui ont suivi la déclaration de M. Johnson, M. Chrétien a refusé de promettre des changements constitutionnels, quels qu'ils soient.

Hier, M. Johnson, a dit avoir «donné une mauvaise impression» avec sa déclaration. En outre, les manchettes des quotidiens qui étaient le refus de M. Chrétien à

VOIR PAGE A 8: JOHNSON

LE RÉFÉRENDUM AUJOURD'HUI

- 400 religieux répondent à l'appel du OUI..... A 3
- Dumont enjoint Johnson de clarifier ses intentions si le OUI l'emporte..... A 3
- Cris et Inuits cherchent en vain un appui international A 3
- La chronique de Michel Venne: Le gigot de Jacques..... A 8



Clinton critique la bureaucratie de l'ONU

Depuis hier et jusqu'à demain, l'ONU célèbre à New York le 50^e anniversaire de sa création. Au total 185 chefs d'État et de gouvernements, vice-présidents ou premiers ministres adjoints ont attendu patiemment une trentaine de minutes pour la «photo de famille». Certains ont cependant brillé par leur absence: ainsi, le chancelier allemand Helmut Kohl avait depuis longtemps prévenu les organisateurs que son emploi du temps l'empêchait de faire le déplacement. Des annulations de dernière minute ont, en outre, été transmises par l'Égyptien Hosni Mubarak, notamment. Dans un discours qui a duré tout au plus un quart d'heure, Bill Clinton a critiqué l'ONU pour les «inefficacités» de sa bureaucratie. Le président américain a appelé l'organisation à réformer son fonctionnement et à accroître ses efforts contre les fléaux modernes que sont le terrorisme, le trafic de drogue et le crime mafieux. Le leader cubain Fidel Castro — dont c'était seulement la troisième apparition dans cette enceinte en 35 ans — a pris la parole peu de temps après lui.



— Nos informations en page A 5

Alger dit non à la diplomatie de place publique

Le président Liamine Zéroual annule sa rencontre avec Jacques Chirac

D'APRÈS REUTERS ET AFP

Le président algérien Liamine Zéroual a annulé la rencontre controversée qu'il devait avoir à New York avec Jacques Chirac, parallèlement des cérémonies du cinquantenaire de l'ONU et d'une nouvelle guerre d'Algérie — civile désormais avec ses 30 000 morts — qui rattrape tous les jours un peu plus la France où la peur des attentats gagne sans cesse du terrain.

La rencontre a été annulée en raison de profondes divergences sur la signification et les modalités de cet entretien très controversé. Annoncée début octobre par le président français, elle avait suscité une vive polémique en Algérie et en France, cible de huit attentats ou tentatives d'attentats depuis le 25 juillet dernier.

Le Groupe islamique armé (GIA), branche militaire du Front islamique de salut (FIS, dissous) et plusieurs partis d'opposition algériens avaient critiqué cette décision, accusant la France de cautionner le candidat Zéroual aux élections présidentielles du 16 novembre rejetées par les groupes islamistes. Au premier jour de la campagne électorale, huit personnes ont été tuées et 82 autres blessées par l'explosion d'un véhicule piégé, hier, dans l'ouest de l'Algérie.

Cet attentat est l'un des plus meurtriers de ces dernières semaines.

Alors qu'Alger explique se refuser à «des exercices de diplomatie de place publique», Jacques Chirac a donné une tout autre version des faits en déclarant que le chef de l'État algé-

rien avait souhaité donner un tour médiatique à l'entretien, contre l'avis de Paris.

«Hier soir [samedi], lorsque nous sommes arrivés [à New York], nous avons été informés du fait que la partie algérienne insistait beaucoup pour que cet entretien ait une publicité médiatique, qu'il se déroule sous l'œil des caméras et des photographes», a expliqué le président français à des journalistes.

Il ajouté s'être entretenu une dizaine de minutes hier matin des modalités de la rencontre avec le chef de l'État algérien sans parvenir à un accord sur la question.

«Chacun étant resté sur ses positions, le président Zéroual a décidé le report de cet entretien», a-t-il dit en estimant que sa médiatisation aurait prêté à confusion en Algérie, au premier jour de la campagne pour les présidentielles du 16 novembre.

Porté au pouvoir en janvier 1994 par le Haut Conseil de sécurité — la présidence collégiale alors au pouvoir — Liamine Zéroual est un des quatre candidats en lice pour la présidence algérienne.

Tout en se défendant de vouloir s'ingérer dans les affaires algériennes, M. Chirac avait l'intention de plaider pour une ouverture démocratique en Algérie et un large dialogue

Depuis que l'Algérie s'est émancipée de la tutelle française en 1962, les relations entre les deux pays sont restées hautement passionnelles, d'autant qu'environ deux millions d'Al-

VOIR PAGE A 8: ALGER

RÉFÉRENDUM 1 9 9 5

DU 18 AU 25 OCTOBRE 1995, C'EST LA RÉVISION SPÉCIALE!

Où que vous habitez, vous comptez




Vous désirez apporter une modification à la liste électorale après la période de révision normale? Vous avez un dernier sursis: du 18 au 25 octobre, vous pouvez encore vous inscrire sur la liste électorale, corriger une erreur dans votre inscription ou faire rayer votre nom en vous présentant en personne entre 10 h et 21 h au bureau du directeur du scrutin de votre circonscription.

Toute nouvelle inscription sur la liste électorale effectuée lors de la révision spéciale permet de voter uniquement le jour du scrutin.

Du 18 au 25 octobre, c'est votre dernière chance de vous inscrire sur la liste électorale afin de voter le 30 octobre 1995.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec le personnel du Directeur général des élections du Québec entre 9 h et 22 h, sept jours par semaine, en composant:

1 800 461-0422 (de l'extérieur de la région de Québec, sans frais)
(418) 528-0422 (de la région de Québec)

 Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais: 1 800 537-0644



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte



RÉFÉRENDUM



Etat de la réserve collective de sang



Très faible
O+ 48%

La Société canadienne de la Croix-Rouge Info-collecte: 524-6724

Les religieuses répondent à l'appel du OUI

Une réaction à l'effritement des politiques sociales au Canada

STÉPHANE BAILLARGEON LE DEVOIR

Environ 400 religieuses du Québec, en grande majorité des femmes, ont créé un regroupement pour le OUI et lancé un appel à la solidarité sociale, lors d'une première réunion hier, à Montréal.

«La souveraineté du Québec est le meilleur moyen pour construire une société plus solidaire, sans violence, sans sexisme et sans discrimination», affirme la déclaration du Regroupement des religieuses et des religieux pour le OUI. Le texte circule dans les congrégations religieuses du Québec depuis une dizaine de jours, principalement dans le réseau impliqué dans le travail social, qui compte environ 1000 personnes.

La déclaration a été lue, hier, devant une centaine de membres de ce nouvel organisme réuni dans le quartier défavorisé du Centre-Sud de la métropole. L'assemblée était composée pour l'essentiel de religieuses venues de toutes les régions du Québec. La manifestation a également attiré Louise Harel, ministre d'Etat à la concertation et ministre de l'Emploi du Québec, le député péquiste André Boulerice et son collègue bloquiste Gilles Duceppe.

Ce Regroupement est né au début du mois, à l'initiative de trois membres de congrégations différentes, les sœurs Christiane Sibillotte, Thérèse Soucy et Gisèle Ampleman. «Nous avons entendu l'appel de M. Parizeau à faire du travail pour convaincre les incertains», expliquait cette dernière, qui se définit comme une souverainiste critique. «Nous travaillions déjà dans nos petits groupes à faire des rencontres de cuisine. [...] C'était important pour nous de sortir de la majorité silencieuse. En dix jours, la machine

s'est mise en branle. Nous avons une organisation modeste, mais efficace.»

Ce regroupement de religieuses est unique dans la courte histoire référendaire du Québec. En 1980, rien de semblable n'avait vu le jour. Dans son *Message pastoral sur l'avenir du Québec*, publié en février dernier, l'Assemblée des évêques du Québec est restée neutre, affirmant qu'aucune des deux options en présence «ne paraît s'imposer en regard des seules valeurs évangéliques».

Le Regroupement des religieuses et des religieux pour le OUI refuse d'ailleurs de fonder théologiquement l'engagement pour la souveraineté. «Nous avons bien conscience que ni l'Evangile comme tel, ni notre foi, ni notre engagement religieux ne donnent une réponse claire et précise sur le choix à faire, et que d'autres religieux et religieuses pourront faire un choix différent que nous voulons respecter», précise d'entrée de jeu la déclaration de l'organisme. La seule référence du texte à la Bible concerne le risque et l'espérance contenus dans «le modèle d'Abraham» qui serait «parti sans savoir où il allait».

Toutefois, le Regroupement critique sévèrement les «politiques néolibérales» de plus en plus en odeur de sainteté au Canada et affirme son espoir que la souveraineté donne une nouvelle chance «aux forces du changement, à la créativité, à la compassion». «On s'intéresse aussi à l'économie, dit Sœur Sibillotte, mais pas du tout par le même biais que les gens d'affaires qui se préoccupent de leurs actionnaires et des profits.»

Le texte du Regroupement que sœur Sibillotte a lu hier devant ses signataires ajoute que le système de protection sociale mis en place au Canada depuis des décennies est entrain d'être démantelé et qu'on s'achemine vers un «appauvrissement généralisé» de la population.



Trois religieuses de la congrégation Notre-Dame, Gisèle Bédard, Cécile Poissant et Jeanne-Mance Bissonnette affichent leurs couleurs.

«S'il y a un risque à la souveraineté, y affirme-t-on, il y a plus qu'un risque à rester dans le Canada, il y a la certitude que les conditions de vie des pauvres, des sans-emploi, des femmes vont se détériorer, que l'idéal des droits humains et de la solidarité sont en train de s'effriter...»

D'autres ont rappelé que l'engagement des religieuses et des religieux en faveur des pauvres et des démunis

n'est pas récent. Le capucin Claude Hardy, qui représentait la Conférence religieuse canadienne (section Québec), a souligné que des centaines de groupes populaires et communautaires agissaient «pour le changement» dans la société québécoise. «Nous ne gérons pas la pauvreté, a-t-il dit. Nous sommes avec les personnes appauvries, des acteurs pour bâtir un nouveau projet de société.»

Agitateur ou défenseur des intérêts du Québec?

Dumont enjoint Johnson de clarifier ses intentions si le OUI l'emporte

PAUL CAUCHON LE DEVOIR

Charlesbourg — Mario Dumont somme Daniel Johnson de dire tout de suite si, au lendemain d'un OUI, il travaillera «pour le Québec», à rassurer les investisseurs, ou s'il sera «un agitateur pour essayer d'affaiblir le Québec».

Alors que le camp du NON continue à chercher son souffle, le chef de l'Action démocratique tente de placer le chef du camp du NON au pied du mur, en exigeant qu'il indique tout de suite s'il respectera la démocratie qui s'exprimera le 30 octobre.

«Nous avons dit ce que nous ferons si c'est un OUI, nous l'avons dit aussi si c'est un NON, explique Mario Dumont. M. Johnson tient des propos dangereux quand il parle de fuite des capitaux. Fait-il des prédictions à la Jojo Savard, ou est-il en train d'encourager l'affaiblissement du Québec? Il doit se positionner rapidement.»

Poursuivant sur cette lancée, Mario Dumont s'est demandé comment Daniel Johnson agira au lendemain d'un OUI.

«Travaillera-t-il pour que le Québec ne paye pas plus sa part de déficit? Travaillera-t-il pour rassurer les investisseurs? Collaborera-t-il pour donner au reste du monde les explications correctes sur ce qu'est le Québec? Ou sera-il un agitateur pour affaiblir le Québec?»

«J'aimerais le savoir», ajoute-t-il, afin de donner «un éclairage» aux électeurs.

Mario Dumont justifie qu'on pose publiquement ces questions parce que «sans être triomphaliste, on peut dire que le OUI a des chances raisonnables de gagner. Comme le NON, et

même un peu plus selon les derniers sondages».

Le chef de l'Action démocratique rencontrait hier matin les religieuses de la congrégation de Saint-François-d'Assise à Charlesbourg, avant le grand rassemblement du camp du OUI à Québec en après-midi. Il a été écouté avec beaucoup d'attention par une poignée de religieuses qui, par leurs questions, ont montré qu'elles suivaient très bien l'actualité référendaire.

Devant le public assez âgé, Mario Dumont a fait valoir qu'il faut «penser à l'avenir, aux jeunes qui n'ont pas le goût de se chicaner pendant 20 ans autour de la Constitution, qui vous disent "on est capables"».

Mario Dumont évoquait clairement l'idée que ces électrices ont la responsabilité de donner en héritage un Québec souverain aux générations qui suivent.

Mario Dumont a également évoqué le spectre de Pierre Elliott Trudeau, en disant qu'«il tire probablement plus de ficelles qu'on peut voir en arrière du rideau».

Interrogé par les journalistes, Mario Dumont a précisé sa pensée en expliquant que «la pensée de M. Trudeau est toujours présente, sa philosophie, sa volonté d'égalisation des provinces», mais il admet ne pas avoir d'«indication précise» sur une implication concrète de M. Trudeau dans la campagne, se fiant plutôt à son propre «flair», dit-il.

Le chef de l'Action démocratique a également insisté sur le fait que l'avant-projet de loi sur la souveraineté prévoit une période d'un an avant la proclamation de la souveraineté, afin de pouvoir négocier avec le Canada anglais.

Jean Charest en voiture!

Il compare les tenants du OUI à des vendeurs d'automobiles

PRESSE CANADIENNE

À une semaine de l'échéance référendaire et entouré de députés et de sénateurs, le chef conservateur Jean Charest a mis en garde, hier, quelque 400 Québécois d'origine arménienne et 800 de la communauté arabe contre le chant des sirènes des tenants du camp du OUI.

«Au cours des prochains jours, ils vont monter le volume de leur discours pour mieux cacher la réalité», a lancé M. Charest en comparant les tenants du camp souverainiste à des vendeurs d'automobiles.

«Ils refuseront de dire combien coûte le véhicule, de préciser la force du moteur et la durée de la garantie. On vous dira que vous n'avez qu'à signer et qu'on verra après.»

«Si vous voulez essayer le véhicule, dès que vous mettez la clef dans le démarreur et partirez le moteur, vous ne pourrez plus changer d'idée», a averti M. Charest. M. Charest s'attend à ce que les tenants du OUI «montent

le volume et fassent des discours plus longs, plus grands et plus forts». Il a invité ses auditeurs à rester collés à la réalité pour ne pas mettre en péril leurs pensions, leurs fonds de pension, leurs économies et pour éviter de voir grimper les taux hypothécaires.

Il a en outre soutenu qu'en cas de victoire du OUI, la liberté pour les Québécois de circuler et de travailler à leur guise au Canada sera entravée.

Même si le Comité national arménien au Canada, qui représente quelque 70 000 personnes, a donné son appui au camp du NON, l'accueil réservé à M. Charest par les 400 Québécois d'origine arménienne réunis à Cartierville a été chaleureux et poli, tandis que celui de la communauté arabe de Saint-Laurent a été très enthousiaste. M. Charest était entouré des sénateurs Thérèse Lavoie-Roux et Pierre De Bané, des députés à l'Assemblée nationale Fatima Houada-Pepin, Yvan Bordeleau, Norman Cherry et Yvon Charbonneau ainsi que de la députée fédérale Shirley Maheux.

EN BREF

VOTE PAR ANTICIPATION RECORD

Québec (PC) — Le directeur général des élections, Pierre F. Côté, s'attend à une participation record au référendum du 30 octobre et au vote par anticipation, qui commençait hier pour se terminer aujourd'hui. M. Côté précise que plus de 5 millions d'électeurs se sont inscrits sur la liste électorale, en raison de l'enjeu mais aussi parce que cette liste servira de base à la liste électorale permanente et qu'il n'y aura plus d'autres recensements. Plus de 20 000 bureaux de scrutin seront ouverts encore aujourd'hui de 14h à 21h. Aux élections de 1994, 230 000 personnes avaient voté par anticipation.

NOUI?

(PC) Dans un moment de distraction, la sénatrice Thérèse Lavoie-Roux, à Cartierville hier en compagnie de Jean Charest, a déclaré: «Ils ne nous ont donné aucun argument valable pour que nous votions NON.»

Les référendums parallèles vus par David Cliche

Cris et Inuits cherchent en vain un appui international

Laval (PC) — Les référendums des Cris et des Inuits tenus parallèlement à celui sur la souveraineté du Québec constituent en fait des munitions dont se dotent ces deux groupes en préparation de la partie de bras de fer qu'ils entreprendront au plan national et international dans l'éventualité d'un Québec souverain.

«Ils se positionnent pour l'après OUI à la fois au niveau international et national», a déclaré M. David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les Affaires autochtones, au cours d'une interview.

«Il y a fort à parier qu'au lendemain du référendum québécois gagnant, je vais me retrouver sur le même vol que le grand chef cri Matthew Coon-Come, en direction du Parlement européen.»

Selon le député Cliche, une forte majorité d'Inuits et de Cris choisiront de maintenir leur lien avec le gouvernement fédéral.

Ce qui incite le ministre Cliche à prendre la parole, c'est l'inquiétude que suscitent dans la population québécoise «les prétentions territoriales et l'impact que pourrait avoir la conclusion des référendums des Cris et des Inuits».

M. Cliche assure que les consultations qu'il a menées auprès d'autorités de la communauté internationale ne lui suggèrent aucune crainte.

«Je suis blindé. J'ai fait le tour du jardin. Je souhaite bon voyage aux Cris et aux Inuits. Il est à peu près assuré qu'ils ne recevront aucun appui formel dans leurs prétentions territoriales dans un Québec souverain», a-t-il soutenu.

«Nous avons l'international avec nous. Matthew Coon-Come n'aura d'autre choix que de se plier à la décision de l'international», a-t-il ajouté.

M. Cliche prévoit que dans les semaines ou les mois qui suivront le référendum, si le OUI l'emporte, les pays examineront le sort qui attend la communauté anglophone et autochtone, notamment, avant de reconnaître le Québec.

«La question autochtone va être un des éléments les plus importants», a dit M. Cliche.

«Nous sommes ici dans une partie internationale, sans l'ombre d'un doute...»

«Tout ce que je fais depuis 1990, à titre de consultant pour le Parti québécois et maintenant à titre de député pour le gouvernement québécois, tend à être en mesure de démontrer à la communauté internationale que toutes les mesures raisonnables ont été prises pour associer les Cris et les autres à l'amélioration de notre projet de société et que celui-ci ne leur porte pas préjudice», a-t-il fait valoir.

Quand la vie va mal c'est souvent qu'elle a mal débuté.

Donnez un coup de main au destin.

288-1261

Centraide
du Grand Montréal

Merci aux amis de Centraide qui ont assumé les coûts de cette annonce.

RÉSULTATS

Ioto-Québec

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	2 790 860,20 \$	
5/6+	9	93 028,60 \$	
5/6	242	2 767,80 \$	
4/6	15 833	81,10 \$	
3/6	302 174	10,00 \$	
Ventes totales: 19 118 801,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 5 400 000,00 \$	
Prochain tirage: 95-10-25			

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	2	6 987,70 \$	
5/6	50	186,30 \$	
4/6	1572	27,60 \$	
3/6	20 718	5,00 \$	
Ventes totales: 643 483,00 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$	
Prochain tirage: 95-10-27			

GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	7 000 000,00 \$	
6/7+	1	105 267,90 \$	
6/7	28	3 289,60 \$	
5/7	2 075	158,50 \$	
4/7	45 100	10,00 \$	
3/7+	40 301	10,00 \$	
3/7	380 097	partic. gratuite	
Ventes totales: 5 582 102,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 8 000 000,00 \$	
Prochain tirage: 95-10-27			

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	1 000,00 \$	
5/6	250	250,00 \$	
4/6	50	50,00 \$	
3/6	10	10,00 \$	
2/6	2	2,00 \$	

• LES ACTUALITÉS •

Le bateau ivre, revu par André Ouellet

Québec (PC) — À son tour, le ministre canadien des Affaires étrangères André Ouellet laisse entendre que le Québec serait trop petit pour percer sur les marchés mondiaux et assurer sa prospérité économique.

Invité du comité du NON dans la circonscription de Vanier, M. Ouellet a comparé hier le Canada à un «beau et gros paquebot» qui permet au Québec d'ouvrir une époque marquée par l'ouverture des marchés.

«La vague est forte, les courants sont difficiles. Nous savons qu'il y a beaucoup de Québécois aux commandes. Il y a un Québécois comme premier ministre, Jean Chrétien, un autre comme ministre des Finances, Paul Martin», a-t-il lancé en substance à quelque 300 partisans.

«Nos trois «séparatvits» [Lucien Bouchard, Jacques Parizeau et Mario Dumont] nous demandent de débarquer du paquebot et d'embarquer dans une petite chaloupe. On ne sait même pas qui mène les rameurs.

«Ne nous trompons pas. C'est l'union qui fait la force. Notre économie repose sur la possibilité de faire des affaires ailleurs», a-t-il déclaré dans une sortie rappelant celle du p.d.g. de Bombardier, Laurent Beaudoin.

Ce dernier avait estimé au début de la campagne référendaire qu'un Québec souverain n'aurait pas la taille suffisante pour soutenir de grandes entreprises, comme la sienne. Il avait aussi évoqué la possibilité de démanteler Bombardier si l'indépendance posait trop de problèmes.

Selon le ministre Ouellet, les entreprises peuvent réussir à émerger au Québec. Il est cependant «fondamental» de s'imposer sur les marchés internationaux pour maintenir la croissance économique, a-t-il laissé entendre.

M. Ouellet a aussi réitéré l'argument d'un système de péréquation qui profite davantage au Québec et qui coûte de l'argent à l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. «Un beau chèque directement remis à Jean Campeau [le ministre québécois des Finances]. On ne sait pas ce qu'il en fait. Mais il le reçoit sans dire merci.»

Le ministre canadien s'en est aussi pris aux thèses souverainistes réclamant un OUI pour assurer la défense de la langue. Selon lui, elle n'a «jamais été aussi prospère. Mme [Lise] Bissonnette [rédactrice en chef du quotidien montréalais *Le Devoir*] fait partie du Canada et cela ne l'empêche pas de faire des romans et de les vendre au Canada, a-t-il lancé pour illustrer son point de vue. Elle n'en a pas beaucoup vendu aux États-Unis.»

M. Ouellet n'a pas voulu rencontrer les représentants des médias pour s'expliquer davantage, prétextant un emploi du temps trop chargé.

Trois hommes et un scrutin

Fernand Dumont, Jean Larose et Charles Taylor discutent des enjeux référendaires

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Trois intellectuels majeurs du Québec, Fernand Dumont, Jean Larose et Charles Taylor, se sont entendus hier pour reconnaître que le nationalisme québécois, de moins en moins sectaire et ethnique, était une manière de s'opposer politiquement à la mondialisation des échanges et à la vague de fonds néolibéraux qui déferle actuellement sur les sociétés occidentales. M. Taylor a par contre affirmé qu'un Canada uni et réformé, pour tenir compte des aspirations traditionnelles du Québec, offrait davantage de moyens pour faire face aux mutations en cours, à l'échelle mondiale.

Les trois universitaires participaient hier à un débat diffusé sur le réseau FM de Radio-Canada dans le cadre de l'émission *Le quatrième dimanche*, animée par le professeur Georges Leroux, de l'UQAM. Le chroniqueur Antoine Robitaille, du *Devoir*, et Jean-François Nadeau, directeur du journal étudiant *Le Quartier libre*, ont également pris part aux discussions lancées à midi dix.

«Je crois que nous sommes tous d'accord pour rejeter [l'idée] que le nationalisme québécois est artificiel et fermé sur lui-même», a résumé le philosophe Charles Taylor, de McGill, qui va voter NON. «Nous sommes aussi tous d'accord pour dire que nous avons une évolution à faire, qui est déjà en route, entre le nationalisme très ethnique et un nationalisme politique, celui des citoyens. Mais comment réaliser cette transition? Certains disent qu'il faut déclarer l'indépendance pour accélérer le mouvement. Moi, je crois au contraire que le discours indépendantiste est centré sur un projet essentiellement senti par et centré sur les Québécois de souche.»

Les autres participants au débat, qui vont tous voter OUI le 30 octobre, ont critiqué cette lecture et affirmé que le nationalisme était au contraire une façon d'affirmer la particularité québécoise dans un monde qui tend de plus en plus à aplanir et à nier les identités. «La souveraineté pour moi, c'est la création d'une communauté politique, une communauté de citoyens qui se reconnaissent comme tels tout en gardant leur référence nationale», a dit Fernand Dumont. Le sociologue de l'université Laval a ajouté qu'il s'agissait d'un moyen de résistance au néolibéralisme et que cette question fondamentale à ses yeux était malheureusement absente de la campagne référendaire en cours.

Jean Larose, l'auteur de *La Souveraineté rampante*, qui défend des idéaux élevés de culture et demeure un indépendantiste très critique, s'est fait le plus pessimiste sur ce point. «Pour moi, le référendum est comme une dernière chance, a dit le professeur de l'Université de Montréal. Tout indique que ce sera le dernier. On est tous partisans de l'ouverture, pour un *non* ouvert. Mais il faut s'ouvrir à partir d'une position. Et je pense qu'aujourd'hui, un des obstacles principaux de l'indépendance du Québec, au-delà de l'histoire canadienne, c'est cette histoire de la mondialisation, qui au fond entache d'un caractère affreusement négatif, toute idée de fermeture. À la limite la résistance au viol culturel est mal vue.»

M. Larose a conclu que dans un Québec indépendant, comme dans le Canada au lendemain du NON, les collectivités feront face au même problème de politique et de souveraineté nationale. «Il n'y a plus de limite à la puissance du capital, a-t-il déclaré. Et il y en aura de moins en moins parce que le capital a réussi à convaincre tout le monde que toute résistance au libéralisme était passiste.»

LANGUE

Résidant, résident, vous dites?

PIERRE BEAUDRY

J'ai bien envie de me répéter et de rappeler que les vrais anglicismes ne sont pas les emprunts consacrés par l'usage français mais au contraire les mots français déformés par confusion avec leurs «cousins» anglais. J'en ai tellement envie que je ne puis m'empêcher de donner deux exemples tristement populaires: l'emploi qui se fait chez nous des mots «résidant» et «résident», et qui n'a rien de français.

Sauf en tant que participe présent, le mot résidant est rarement utilisé dans les autres pays francophones, étant donné les limites de sa portée. Il ne sert en effet qu'à signaler qu'on parle d'une personne dont la résidence en un endroit donné est reliée à l'exercice de ses fonctions. C'est ainsi que le membre résidant d'une académie est celui qui réside dans les locaux de cette dernière, et que le fonctionnaire résidant est celui

qui réside là où il travaille. Les faux résidants de nos villes, de nos rues et même de nos grands immeubles en sont tout simplement les habitants. On peut aussi parler des occupants des immeubles de petite taille et des maisons.

Quant à l'emploi que font du mot résident non seulement nos lois mais aussi les règlements de nos douanes — et même les traductions «françaises» des avertissements que nous servent nos voisins du sud dans nos aéroports — rien n'est aussi contradictoire: ce mot désigne «une personne établie dans un autre pays que son pays d'origine» (Robert). On est donc loin de la réalité puisque nos résidents sont tout simplement des personnes domiciliées dans notre pays ou y ayant leur domicile.

Révoons un peu, chers lecteurs: un jour on parlera français au Québec, et peut-être même — qui sait? — au Canada.

Santé Canada craint d'autres cas de sang contaminé

Ottawa (PC) — La Croix-Rouge a demandé samedi à tous les hôpitaux canadiens de retirer certains produits sanguins qui auraient pu être contaminés par un don de sang fait par des parents d'un Torontois décédé récemment de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

«Il s'agit d'une mesure qui nous a été demandée par Santé Canada», a déclaré Antoine Normand, directeur des affaires publiques de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge précise que le retrait des produits sanguins est purement préventif puisqu'il n'y a aucune preuve que la maladie de Creutzfeldt-Jakob, qui attaque le cerveau, soit transmissible par le sang. L'organisme considère toutefois à risques les victimes de cette maladie et les gens de leur famille. Au mois de juillet dernier, il en avait coté 15 millions à la Croix-Rouge pour importer des produits sanguins après qu'elle eut appris qu'une victime de la maladie de Creutzfeldt-Jakob avait donné du sang.

COLLOQUES

ASSOCIATION CANADIENNE D'ERGONOMIE
«Optimiser la conception des systèmes de production», *Loccus Québec*, 23 au 25 octobre, Geneviève Baril-Gingras: (418) 523-7780

Ergonomie s'intéresse à l'efficacité de l'entreprise en ceci qu'elle vise l'amélioration des situations de travail afin de les rendre à la fois plus sécuritaires et plus performantes. Ce colloque cherchera donc à faire le point sur la pratique de l'ergonomie au pays: de la conception d'outils, de systèmes, de postes ou de bâtiments, à la transformation des situations de travail.

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES (ANEL)
«Choix et achat de papier: de la fabrication à la connaissance des produits et des marchés», 24 octobre
Sophie Baillargeon: 273-8130

Vous devez faire face au problème du choix et de l'achat des papiers? Vous souhaitez mieux connaître l'industrie papetière et les perspectives d'évolution des marchés, tant nationaux qu'internationaux? Des spécialistes sont ici réunis pour vous. Ouverts aux personnes extérieures à l'association.

L'ESTRIE ET L'INFOROUTE :
POUR UN VIRAGE SANS DÉRAPAGE
Motel La Réserve de Sherbrooke, 25 octobre, Joanne Dutil: (819) 346-0101

Organisée conjointement par le Centre populaire de documentation de l'Estrie, l'Association coopérative d'économie familiale et la Ligue des droits et libertés, la rencontre a pour objectif de sensibiliser les participants aux enjeux économiques, sociaux et culturels de l'infiroute dans la région.

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE COORDINATION DE RECHERCHE SUR LA FAMILLE AU QUÉBEC
«Comprendre la famille», UQTR, Trois-Rivières, 25 au 27 octobre, Gilles Barbeau: (819) 373-3300

Le conseil souhaite ici favoriser le développement de moyens de communication entre les chercheurs, les organismes communautaires et les organismes subventionnaires. Plus que des ateliers et des conférences, il propose aux congressistes un salon et des lieux de rencontres associatives, et aux étudiants chercheurs, des bourses d'études.

SESSION D'ÉTUDES DE L'ADM (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MESURE ET DE L'ÉVALUATION EN ÉDUCATION)
«Enjeux des pratiques évaluatives», Centre des congrès de Laval, 25 au 28 octobre, Réjean Auger: 987-4668

Vous êtes responsable de projets éducatifs, conseiller pédagogique de matière ou conseiller en mesure et évaluation? La définition d'exigences minimales, la démarche d'un projet

d'évaluation, l'évaluation des compétences, la diffusion des résultats d'évaluation pédagogique, les rôles des spécialistes en évaluation vous laissent perplexes? Alors ce colloque vous concerne.

ASSOCIATION CANADIENNE SUR LA QUALITÉ DE L'EAU
«Écotoxicologie, pollution et traitement», Hôtel Germain-des-Prés à Sainte-Foy, 27 octobre, Peter Rasmussen: (418) 654-2570

Sous l'impulsion de l'INRS-Eau, une rencontre d'une journée autour de l'eau, traitée sous des aspects très variés: neiges usées, résidus aqueux des bois traités, impact des boues d'usine sur la végétation, exportation d'herbicides par le ruissellement et bien d'autres encore.

MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE AU QUÉBEC
«L'éducation populaire autonome: une nécessité pour l'avancement de la justice sociale», Collège Saint-Augustin de Cap-Rouge, 27 et 28 octobre, Johanne Despatie: 843-3236

Désengagement de l'État, régionalisation, multiplication des regroupements, liens avec d'autres mouvements, gestion des pauvres par les groupes: le programme a des odeurs de combats à mener. Féminisme, démocratie, apolitisme: choisissez votre prisme. Y a de la couleur dans l'air.

ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC «L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL: L'ART DE SOIGNER DANS LA COMPLEXITÉ»
30 et 31 octobre, Annie Danten: 935-2501

Configuration du réseau, révision du système professionnel, émergence de nouveaux rôles: le congrès cherchera à jeter un regard prospectif sur l'avenir de la profession. De nombreux ateliers thématiques ainsi que des activités de formation continue constitueront l'essentiel des présentations. On y traitera, entre autres d'asthme, d'approche milieu, de jugement professionnel, d'éthique, de soins à domicile et de la clientèle gériatrique

DIACHRONIC GENERATIVE SYNTAX CONFERENCE
UQAM, 31 octobre au 2 novembre
Monique Lemieux: 987-8256

Il s'agit d'une première nord-américaine, celle de réunir des spécialistes de langues anciennes, préoccupés de linguistique historique ou de grammaire comparative. Une occasion unique de rencontre... pour initiés seulement.

Isabelle Cantin
Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique par Internet, à l'adresse: iquentin@sim.qc.ca

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

Université de Montréal

Professeure ou professeur en informatique

Le Département d'informatique et de recherche opérationnelle recherche une professeure ou un professeur adjoint en informatique dont le domaine d'expertise est l'un des suivants: systèmes informatiques distribués et algorithmes répartis tournés vers des applications telles que la gestion des réseaux, les systèmes d'exploitation répartis, les systèmes multimédia répartis, les protocoles pour réseaux à haut débit ou la communication mobile.

Fonctions
Enseignement aux trois cycles; recherche; encadrement d'étudiants aux cycles supérieurs.

Exigences
Doctorat en informatique ou dans un domaine connexe.

Traitement
Selon la convention collective.

Date d'entrée en fonction
Le 1^{er} août 1996.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, les noms de trois répondants et au maximum trois tirés à part, au plus tard le 15 décembre 1995, à:

M. Guy Lapalme, directeur
Département d'informatique et de recherche opérationnelle
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7090
Télécopieur: (514) 343-5834
e-mail: lapalme@iro.umontreal.ca

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes.

Université de Montréal

Professeure ou professeur en relations industrielles

L'École de relations industrielles de la Faculté des arts et des sciences recherche une professeure ou un professeur, au rang d'adjoint ou nouvellement agrégé, en relations industrielles avec spécialisation en économie du travail.

Fonctions
Participation à l'enseignement, à la recherche et à l'encadrement d'étudiants de baccalauréat et de cycles supérieurs.

Exigences
Doctorat en relations industrielles (orientation économie du travail) ou dans une discipline connexe. Les candidats en rédaction de thèse (Ph.D.) en 1996-1997 pourraient être considérés (une lettre du directeur de thèse doit accompagner leur demande). La connaissance de la langue française est essentielle.

Traitement
Selon la convention collective.

Date d'entrée en fonction
Le 1^{er} août 1996.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, au plus tard le 15 décembre 1995, à:

M. Gilles Trudeau, directeur
École de relations industrielles
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), H3C 3J7
Téléphone: (514) 343-6628

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes.

BOISVERT, MIZOGUCHI & ASSOCIÉS
Firme conseil en stratégie marketing
CHARGÉ(E) DE PROJET
Le candidat aura comme tâche principale la rédaction d'offres de services et des stratégies proposées. Il aura aussi à effectuer certaines recherches.
Qualifications minimales requises:
MBA avec majeure en marketing; excellent français écrit; expérience de 5 ans en gestion et consultation; expérience des logiciels Word et Excel; bilinguisme; capacité de rédaction en anglais, un atout.
Rémunération selon les qualifications et l'expérience.
Votre C.V. doit être reçu au plus tard le 23 octobre à 15 h. Prière de ne pas téléphoner.
BOISVERT, MIZOGUCHI & ASSOCIÉS, Direction des ressources humaines
1250, rue Guy, #900, Montréal (Québec) H3H 2T4

INFORMATIQUE

La Gestion Proben Ltée, un cabinet conseil solidement établi à Montréal, propose une gamme étendue de services informatiques à ses clients.
Nous offrons des opportunités d'évolution aux informaticiens détenant une bonne expérience avec l'une des techniques mentionnées.
Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse mentionnée, ou à prendre contact avec Laurent Benattar ou Michel Moquin.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
MVS/TSO/JCL
CICS/COBOL/VSAM
ADABAS-NATURAL
IDEAL-DATACOM
IMS/DB/DC
IDMS
SAS
DB2
UNIX
ORACLE
UNIFACE
Micro ordinateurs
OS/2 avec C++
Windows avec IMPROMPTU

La Gestion Proben Ltée
2075, rue University
Bureau 1610
Montréal (Québec) H3A 2L1

Télécopieur: (514) 843-4095

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

ACOUSTIQUE
M.J.M. CONSEILLERS EN ACOUSTIQUE INC. est à la recherche d'un professionnel diplômé en architecture, en physique ou en génie. Notre bureau oeuvre principalement dans les domaines du bâtiment et de l'environnement. Pour postuler, faites parvenir un résumé de vos compétences et de vos intérêts accompagné d'un relevé de notes et d'une lettre MANUSCRITE à M. Michel Morin, architecte, à l'adresse suivante:
M.J.M. CONSEILLERS EN ACOUSTIQUE INC.
M.J.M. ACOUSTICAL CONSULTANTS INC.
6555 Côte des Neiges
Bureau No 440
Montréal, Québec
H3S 2A6

ÉDITEURS
Une maison d'édition de renom est à la recherche d'éditeurs possédant au moins trois années d'expérience dans les domaines de l'administration, des sciences humaines et des sciences pures, tant au niveau collégial qu'universitaire.
Les candidats doivent être dynamiques, autonomes et bilingues. Ils savent réaliser des études de marché et sont disposés à effectuer de fréquents déplacements.
Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 26 octobre à:
Le Devoir, réf.: 1553
2050 rue De Bleury, 9e étage
Montréal (Québec)
H3A 3M9
Seuls les candidats satisfaisant aux exigences décrites ci-haut recevront un accusé de réception.

MISSIONS EN AFRIQUE pour les professionnels dans les disciplines suivantes:
• INFORMATISATION (mission de trois mois répartie en deux périodes)
• BIBLIOTHÉCAIRE ET DOCUMENTATION (6 mois, fractionnés)
• SCIENCES DE L'ÉDUCATION (plusieurs postes, entre 2 mois et 2 ans)
• FABRICATION DE MATÉRIEL DIDACTIQUE (24 mois, fractionnés)
Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, en indiquant leurs espérances salariales, à:
SOTREXCO International
425, Chaussée de Bruxelles
B-1410 WATERLOO, BELGIQUE

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

LES SOCIAUX-DÉMOCRATES ALLEMANDS RECULENT

Berlin (AFP) — Les Verts et les communistes renoués du PDS ont été les grands gagnants des élections régionales de Berlin hier en enregistrant une forte progression de cinq points chacun au détriment principalement du Parti social-démocrate (SPD), selon une première estimation diffusée 15 minutes après la clôture du scrutin. Les Verts et les communistes remportent respectivement 14,1 et 13,9 % des voix contre 9,4 et 9,2 % lors du précédent scrutin de 1990, selon un sondage de l'institut INFAS réalisé à la sortie des urnes. L'Union chrétienne-démocrate du chancelier Helmut Kohl, qui dirigeait le gouvernement sortant, arrive largement en tête avec 37,2 % des voix mais perd plus de trois points par rapport au dernier scrutin. Le SPD, principale force d'opposition à M. Kohl, perd plus de quatre points à Berlin depuis 1945. Le SPD, en pleine crise, confirme ainsi les mauvais résultats observés dans les sondages au niveau national ces dernières semaines.

DINI EN DANGER

Rome (AFP) — Une semaine difficile et risquée se prépare pour le gouvernement de Lamberto Dini, qui fera l'objet d'une motion de censure à la Chambre des députés où il dispose d'une étroite majorité et où beaucoup dépendra de l'attitude des communistes de «Refondation Communiste». Pour la première fois depuis son entrée en fonction en janvier, le gouvernement Dini se trouve en danger, même si une majorité d'observateurs politiques estiment qu'il s'en sortira en extremis mais affaibli. Aujourd'hui, la présidente de la Chambre, Irene Pivetti, doit arrêter la date de la discussion de la motion de censure présentée vendredi par le «Pôle de la liberté», l'alliance de droite dirigée par l'ancien président du Conseil Silvio Berlusconi. Dans les milieux parlementaires, on parle de mercredi ou jeudi. M. Dini, un ancien banquier conservateur qui se déclare apolitique, est soutenu au parlement par les forces de centre-gauche (ex-communistes, ex-démocrates-chrétiens, Ligue du nord).

UNE FEMME À LA VICE-PRÉSIDENTIE DU NICARAGUA

Managua — (AFP) Une femme de 45 ans, Julia Mena, a été désignée hier à la vice-présidence de la république par le parlement du Nicaragua, où une autre femme, Violeta Chamorro, soutient la présidence depuis 1990. Soutenue par les députés du Front sandiniste et de l'Union démocrate chrétienne, Mme Mena a été choisie pour remplacer Virgilio Godoy, qui avait renoncé jeudi à sa charge afin de se préparer aux élections présidentielles prévues en octobre 1996.

OTAGES LOCALISÉS

Srinagar, Inde, (Reuter) — Le gouvernement indien a localisé les quatre Occidentaux retenus en otages au Cachemire par des rebelles du mouvement musulman al-Faran depuis plus de trois mois, a-t-on appris hier de source autorisée. «Nous savons où ils sont», a déclaré cette source à Reuter à Srinagar, capitale d'été de la province troublée de Jammu et du Cachemire. «Ils sont vivants et en sécurité.» Mais les autorités indiennes ont exclu toute tentative de récupération «musclée». Selon une source gouvernementale, les quatre otages seraient dans le district d'Anantnag, au sud de Srinagar.

UNE AUTO POUR UN BOUDDHA

Pékin (AFP) — Le gouvernement chinois, qui cherche par tous les moyens à contrôler la turbulence régionale du Tibet, a offert une voiture de luxe à un bouddha vivant de 12 ans. Garamaba Ogyain Chilai, 17^e bouddha vivant, s'est vu remettre une rutilante Toyota (modèle 4500) à l'occasion du 30^e anniversaire de la fondation de la Région autonome du Tibet, le mois dernier, a indiqué l'hebdomadaire anglophone Beijing Review, photos à l'appui. «Ce cadeau a pour but d'inspirer les sermons du jeune bouddha» a écrit le magazine dans sa dernière édition reçue dimanche, précisant que le garçon est la première personne en Chine à recevoir une telle voiture de la part du gouvernement. Le journal n'a pas indiqué qui utilisera l'automobile avant que le bouddha ne passe son permis de conduire.

Une trêve qui tient le coup

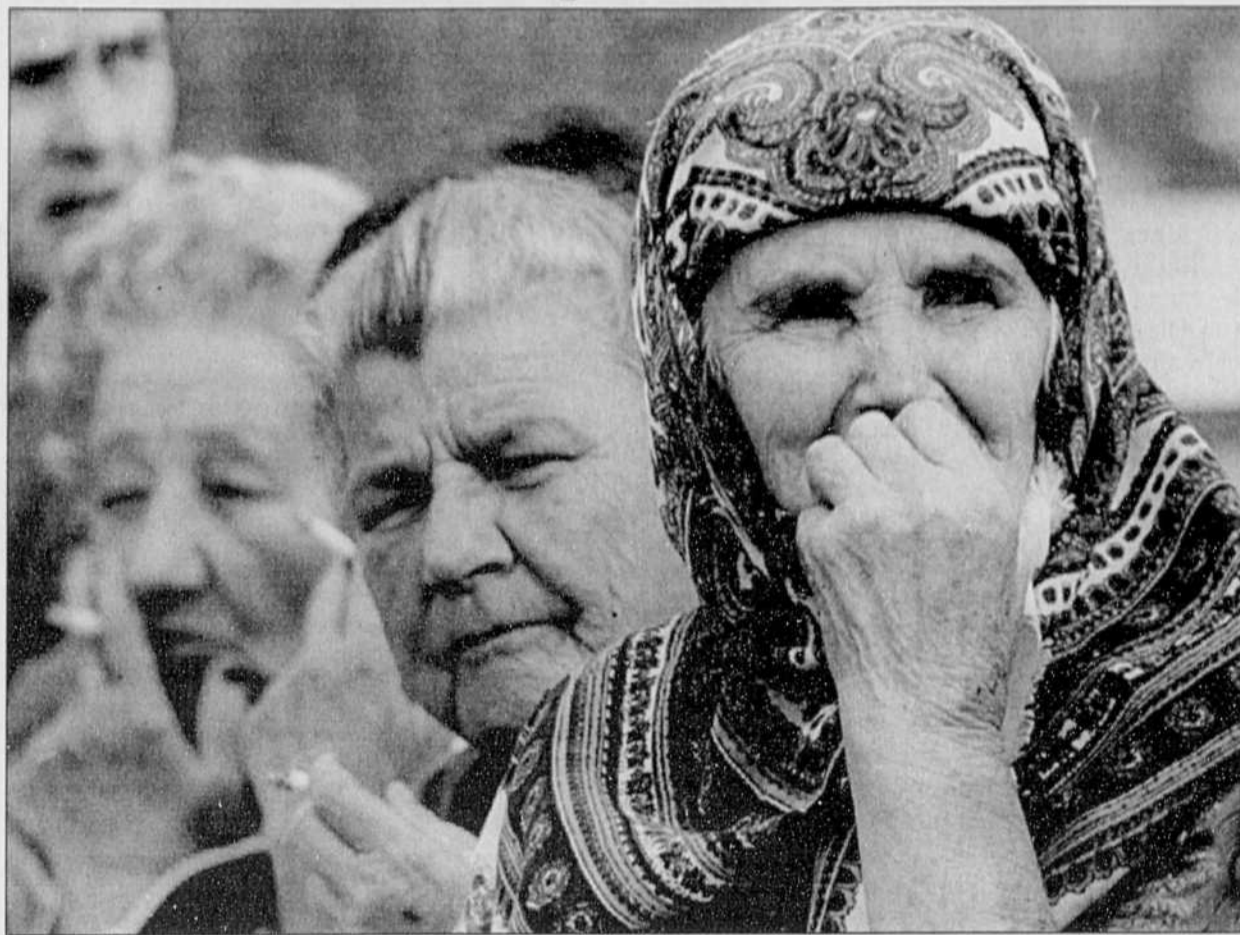


PHOTO REUTERS

CES HABITANTES de Sarajevo profitaient hier du soleil de l'automne et surtout d'une paix qui chaque jour marque des points. Les canons sont restés silencieux dans l'ensemble de la Bosnie, au 10^e jour du cessez-le-feu. «Calme, calme, calme», a martelé Miryam Sochaki, porte-parole des Nations unies, à propos de la situation militaire. «Aucune activité particulière à signaler dans le nord-ouest», a-t-elle ajouté. L'armée serbe bosniaque a confirmé dans un communiqué que ce cessez-le-feu, le 37^e depuis le début de la guerre de Bosnie en avril 1992, tenait bon, et qu'aucun combat n'avait été signalé.

Succession de Willy Claes

Jeu de massacre à l'OTAN

Bruxelles (AFP) — Le jeu de massacre a commencé entre les pays membres de l'OTAN avec l'annonce des premières candidatures à la succession du Belge Willy Claes, aucune ne faisant d'emblée l'unanimité.

Le consensus ne sera pas facile et le successeur de M. Claes risque d'être un candidat «par défaut» en l'absence d'une personnalité incontestable, estime-t-on au sein de l'Alliance.

Le passé du successeur de M. Claes devra être vierge de tout soupçon afin d'éviter que ne se renouvelle la tragi-comédie que vient de vivre l'Alliance, ajoute-t-on. M. Claes a été contraint de démissionner après avoir été mis en accusation pour faits de corruption dans deux scandales politico-financiers belges.

Deux hommes sont pour l'instant en lice: l'ancien ministre des Affaires étrangères danois Uffe Ellemann-Jensen et l'ancien premier ministre néerlandais Ruud Lubbers.

Le Danois est actuellement le seul candidat officiel. La France, irritée par l'hostilité du Danemark à sa campagne d'essais nucléaires, risque de lui opposer son veto, ont souligné plusieurs diplomates de l'Alliance.

L'annonce de sa candidature au moment où M. Claes officialisait vendredi sa démission a d'autre part choqué. «C'est indécent», a commenté l'un d'eux.

Le Danemark n'est en outre qu'observateur à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le futur bras armé de l'UE, ce qui constitue un handicap au moment où est discutée la création d'une défense commune européenne.

dans le cadre de l'OTAN. Plus prudent, M. Lubbers ne s'est pas encore déclaré, son pays préférant sonder ses partenaires avant de s'engager. M. Lubbers s'est en effet aliéné le chancelier allemand Helmut Kohl par des déclarations hostiles à l'unification allemande.

Difficultés

À peine évoquée, la candidature d'un autre Néerlandais, l'ancien ministre des Affaires étrangères et actuel commissaire européen chargé des relations avec les pays de l'Est, Hans Van den Broek, a été aussitôt écartée.

La Haye a estimé qu'il aurait des difficultés à remplacer M. Van den Broek par un autre Néerlandais au poste stratégique qu'il occupe actuellement à Bruxelles.

Lancée par la presse, l'éventuelle candidature de l'actuel Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland, fait document sourire à l'OTAN. «Comment voulez-vous qu'elle fasse entendre raison au général américain George Joulwan, commandant suprême des forces alliées en Europe», ironisent certains diplomates.

Danois et Néerlandais ont entrepris de consulter ce weekend leurs partenaires à New York, en marge des festivités du 50^e anniversaire de l'ONU. «Aucun pays ne s'est encore décidé pour un candidat définitif», a reconnu le chef de la diplomatie danoise Niels Helveg Petersen.

M. Kohl a déclaré n'avoir «aucune idée déterminée» sur le possible successeur de M. Claes.

Le processus de succession sera officiellement engagé à partir d'aujourd'hui. «On va procéder par élimination», explique un diplomate. Les Etats-Unis ne peuvent prétendre à ce poste puisqu'ils détiennent les commandements militaires, mais ils vont jouer un rôle important dans le choix d'un candidat qui doit être Européen.

Le Canada est hors-jeu pour cette raison. La Grèce et la Turquie, frères ennemis, s'éliminent d'eux-mêmes. La France et l'Espagne ne font pas partie de la structure militaire intégrée. L'Allemagne a détenu le poste il y a trop peu de temps avec Manfred Woerner, qui a été le prédécesseur il y a un an de M. Claes, et la Belgique en peut aujourd'hui qu'adopter un profil bas.

L'Islande n'a pas d'armée, le Portugal détient la présidence de l'UEO avec José Cutileiro et le Luxembourg celle de la Commission européenne avec Jacques Santer. Restent l'Italie, qui a déjà le poste de secrétaire-adjoint de l'OTAN et où les candidats sont plutôt rares, et le Royaume-Uni.

Une candidature de l'ancien secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd est appelée par plusieurs pays membres. Mais l'intéressé semble plus intéressé par les avantages que lui offre le secteur privé dans son pays et fait la sourde oreille.

Dans ces conditions, le 9^e secrétaire général de l'Alliance ne peut être qu'un candidat par défaut, ce qui ne satisfait personne. Sauf si l'un des 16 membres sort soudainement de son chapeau une personnalité européenne à laquelle personne n'avait pensé jusqu'à présent.

Faible participation au scrutin ivoirien

Abidjan (AFP) — La participation devrait être faible au scrutin présidentiel d'hier en Côte d'Ivoire marqué par des incidents qui ont fait au moins deux morts et dont le vainqueur sans surprise sera le président sortant, M. Henri Konan Bédié.

L'opposition avait demandé à ses militants d'empêcher le bon déroulement de l'élection et plusieurs affrontements ont opposé des groupes d'opposants tant aux forces de l'ordre qu'aux partisans du chef de l'Etat et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) au pouvoir depuis l'indépendance.

Deux personnes ont été tuées à Mbengué, dans la région de Ferkessedougou proche de la frontière du Burkina Faso lorsque des militants de l'opposition ont attaqué un bureau de vote. Trois personnes ont été blessées, dont l'une grièvement lors du même incident, a-t-on appris de très bonne source.

Selon l'opposition, une personne a également été tuée à Soukala, près de Dabakala (350 km au nord d'Abidjan) lors de heurts entre partisans et adversaires du président Bédié.

La participation semble avoir été

très faible — en l'absence de tout chiffre officiel — dans de nombreuses régions du pays. Ainsi dans le nord, à Odienné (610 km au nord d'Abidjan) où la plus grande partie du matériel électoral a été détruite par les opposants.

De même, dans le centre-ouest, où des barrages d'arbres abattus isolent depuis trois jours plusieurs villages, les populations de Gagnoa, Guibroua, Lakota, Guéyo et Ourahia n'ont pu voter normalement. A Gagnoa, seuls quelques centaines d'électeurs ont pu, sous protection de l'armée, se rendre à la préfecture pour y voter sous les jets de pierre de l'opposition.

Dans les faubourgs populaires d'Abidjan, la participation était très faible, moins de 30 % des inscrits. La journée avait commencé sous le signe de la peur. Tous les commerces étaient fermés, y compris les petites échoppes habituellement ouvertes le dimanche et nombre de fenêtres étaient recouvertes de contre-plaqué par crainte des casseurs.

Les opérations de vote n'ont commencé que très tard, la plupart des bureaux n'ayant pas encore reçu le matériel nécessaire: urnes dont une paroi doit être transpa-

rente, bulletins de vote bleus pour Francis Wodjié, blancs pour Henri Konan Bédié, listes d'émargement, encre indélébile...

Un imposant dispositif de sécurité s'appretait à convoquer les urnes, alors que les opposants ont essayé en plusieurs endroits de les casser et d'en empêcher la centralisation comme l'ont constaté les journalistes à Yopougan, dans un quartier populaire d'Abidjan.

Inquiètes de ces attaques et craignant des difficultés de comptage, liées notamment à l'absence d'électricité dans certains centres de vote, les autorités avaient décidé de centraliser le dépouillement dans les mairies.

Un communiqué du gouvernement diffusé dans l'après-midi avait appelé les forces de l'ordre à «renforcer leur protection des bureaux de vote», et à «repousser et se saisir des émeutiers» et à les «détourner aux autorités compétentes».

Samedi soir on avait appris la promotion déguisée du chef d'état-major de l'armée ivoirienne, devenu ministre du service civique «dont les attributions seront précisées ultérieurement par décret».

Selon de bonnes sources, le général Robert Guef avait émis des réserves quant à l'engagement des forces armées dans des opérations de maintien de l'ordre.

Portrait de famille pour les 50 ans de l'ONU

«Quel groupe extraordinaire», a lancé le photographe Paul Skipworth en immortalisant l'instant historique qui a réuni hier au siège de l'ONU, à New York, 185 dirigeants du monde entier, dont des ennemis jurés. Qui aurait pu imaginer ces leaders capables de se retrouver dans la même salle (Bill Clinton et Fidel Castro, par exemple) pendant près d'une demi-heure et d'attendre patiemment, dans une atmosphère bon enfant, que Skipworth et son équipe prennent la photographie officielle du cinquantième anniversaire des Nations unies?

New York (AFP) — Les dirigeants du monde entier, des plus grandes puissances aux plus minuscules principautés, se sont retrouvés dimanche à New York sur les bords de l'East River pour célébrer les 50 ans de l'Organisation des Nations unies et oublier pour un temps les conflits qui les divisent.

Une exceptionnelle «photo de famille» a symbolisé l'événement: sagement alignés sur huit rangs, les représentants des 185 pays membres de l'ONU ont attendu, dans une atmosphère bon enfant, qu'un photographe texan choisi pour l'occasion immortalise ce cinquantenaire pour la postérité.

Tous les grands dirigeants du monde, ou presque, étaient présents: l'Américain Bill Clinton, le Russe Boris Eltsine, le Palestinien Yasser Arafat, l'Israélien Yitzhak Rabin, le Français Jacques Chirac et le Chinois Jiang Zemin. Symbole de l'universalité de l'ONU, les «petits» avaient aussi fait le voyage, comme le Régent de Saint Marin Pier Natalino Mularoni ou le prince Rainier de Monaco.

Les cérémonies du cinquantenaire doivent durer jusqu'à demain, jour anniversaire de l'entrée en vigueur, le 24 octobre 1945, de la Charte de San Francisco, qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, créait les Nations unies. Les mesures de sécurité étaient exceptionnelles. L'île de Manhattan était bouclée par les forces de sécurité, les navires des garde-côtes patrouillaient l'East River et, sur la 1^{re} Avenue, où est construit le siège de l'ONU, les gyrophares des voitures de la police new-yorkaise clignotaient à perte de vue. A l'intérieur du «palais de verre» de l'ONU, les orateurs se succédaient. Les cérémonies du cinquantenaire doivent durer jusqu'à demain, jour anniversaire de l'entrée en vigueur, le 24 octobre 1945, de la Charte de San Francisco, qui, au lendemain de la

seconde guerre mondiale, créait les Nations unies.

Dans son discours inaugural, le secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali n'a pas cherché à dissimuler la grave crise financière de l'ONU. «Les Nations Unies ne peuvent jouer leur rôle si la tendance actuelle se poursuit», a lancé M. Boutros Ghali en évoquant l'arrière-plan de plus de trois milliards de dollars, dû par les Etats membres.

L'un des principaux visés, le président américain Bill Clinton dont le pays à lui seul doit un milliard de dollars à l'organisation internationale, a simplement déclaré, dans une brève allusion à ce problème, que les Nations unies devaient se reformer et «faire plus avec moins».

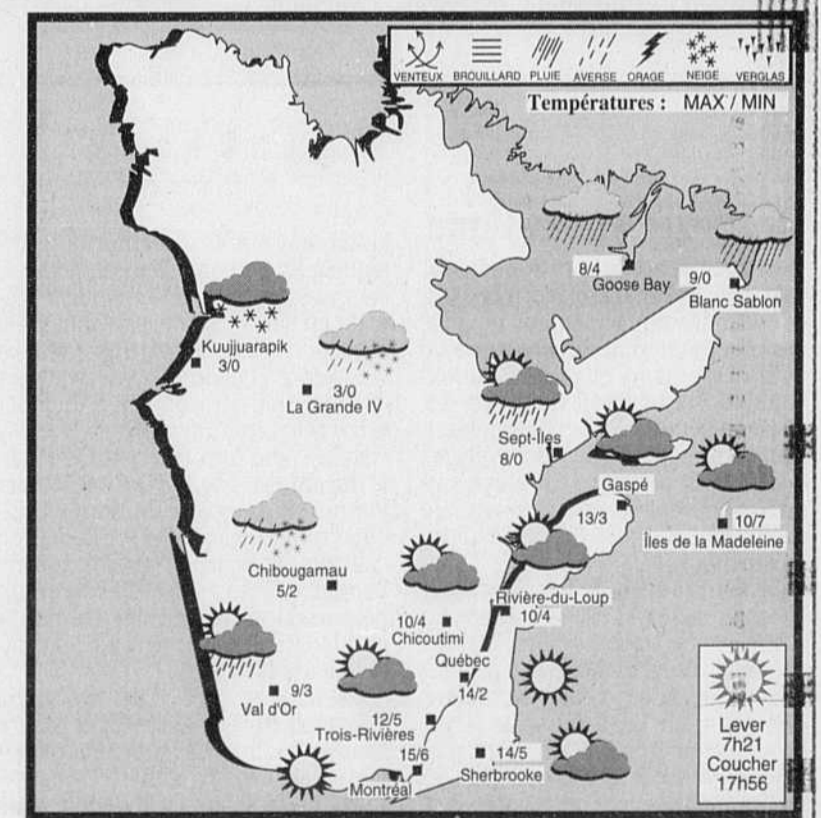
Dans son discours, M. Clinton a proposé à la communauté internationale cinq initiatives afin de lutter contre la délinquance internationale, notamment le trafic de drogue et le terrorisme. Son homologue russe Boris Eltsine a lui mis en garde contre le danger de «confrontation» que susciterait un élargissement de l'OTAN et a appelé à un renforcement du rôle de l'ONU. Même le chef de l'Etat cubain Fidel Castro, qui lors de ses deux précédentes interventions à l'ONU avait vivement condamné l'impérialisme, avait hier un ton conciliant, se contentant, au détour d'une phrase, de réclamer «un monde sans brutal embargo», allusion à l'embargo économique imposé par les Etats-Unis contre Cuba depuis 33 ans.

Les cérémonies du cinquantenaire fournissent l'occasion d'innombrables rencontres bilatérales. MM. Clinton et Eltsine doivent se retrouver aujourd'hui.

Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin a retrouvé le roi Hussein de Jordanie et, demain, pour la première fois depuis la guerre des Malouines, un premier ministre britannique, John Major, doit s'entretenir avec un président argentin, Carlos Menem.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 15	min 6	max 16	4/12	4/13



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 14	min 2	max 16	2/12	2/12

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 17	min 6	max 15	5/13	3/10

Vous faites de la voile?
Météo-Nautique 1-900-451-4199
 ...la météo à la source

É D I T O R I A L

La réussite au cégep

Jean-Robert Sansfaçon

La publication, la semaine dernière, du dernier «avis au ministre» du Conseil supérieur de l'éducation concernant les cégeps, ne pouvait mieux tomber. Encore cette semaine, certains syndicats d'enseignants feront grève illégale dans le but de protéger leurs «acquis». À quelques jours du référendum, on ne pourrait mieux faire que de suggérer au gouvernement d'attendre et de lire le document du Conseil avant de reconduire pour trois autres années les vieux contrats de travail du collégial.

Pour rédiger son dernier «avis» intitulé «Des conditions de réussite au collégial», le Conseil supérieur de l'éducation a interrogé plusieurs étudiants et ex-étudiants provenant de 23 collèges publics et privés différents. Ces rencontres ont alimenté la réflexion du Conseil pour la présentation de ces 25 recommandations qui s'adressent aussi bien au ministre qu'aux institutions et aux personnels des collèges. Sans être aussi exhaustif et direct qu'on l'aurait souhaité, sans appeler haut et fort à la révolution culturelle pourtant devenue nécessaire au secteur de l'enseignement général des collèges, le rapport touche tout de même quelques aspects sensibles de la vie collégiale.

On y fait d'abord un constat réjouissant: les cégeps sont aujourd'hui plus accessibles et décernent plus de diplômes que par le passé. Mais nous sommes encore loin de l'objectif fixé pour l'an 2000 qui ferait passer le pourcentage de diplômés des cégeps de 36% à 60% des jeunes Québécois de moins de 25 ans. Un objectif qui implique à la fois une plus grande fréquentation des collèges et un taux de persévérance largement améliorée. Quatre jeunes sur dix entreprennent des études collégiales qu'ils ne finiront jamais. Voilà une raison suffisante pour s'attaquer aux conditions de la réussite.

Certaines mesures imposées en vitesse par l'ex-ministre Lucienne Robillard ont été mises en place. On pense, notamment, à la session spéciale d'accueil destinée aux élèves qui arrivent au collège sans trop savoir où s'orienter. Malheureusement, une première analyse révèle qu'en maints endroits on y parle peu d'orientation et qu'on y fait plutôt du rattrapage et de l'enseignement méthodologique.

Lors de la consultation, les collégiens ont souvent mentionné qu'il était difficile de faire un choix de carrière définitif dès l'âge de 16 ou 17 ans. D'où la très fâcheuse, et très coûteuse habitude adoptée par un étudiant sur deux qui consiste à changer de programme en cours de route.

Plusieurs raisons expliquent que cette fonction d'orientation soit si défaillante au collégial. L'une d'elles tient au fait qu'au cours des dernières années, les compressions budgétaires ont été totalement supportées par les services administratifs, professionnels et de soutien des collèges, la masse salariale et le nombre d'enseignants ayant été épargnés. Un déséquilibre auquel le Conseil recommande de mettre fin en répartissant mieux les compressions rendues nécessaires par la situation budgétaire du gouvernement.

Le Conseil se dit d'accord avec les étudiants consultés qui identifient comme principale condition de leur réussite le sentiment de s'être donné un projet de vie personnel. Si pour parvenir à un tel état d'esprit on identifie une foule de facteurs tels une bonne orientation, la stimulation familiale ou l'équilibre entre les études et les activités sociales, le Conseil accorde aussi une grande attention à l'environnement institutionnel des collèges-milieu-de-vie.

Pour la plupart des jeunes, le passage au cégep marque une transition majeure qui exige des adultes responsables rémunérés par l'État un engagement qui va bien au-delà de la prestation de cours.

Le Conseil se montre donc particulièrement sévère à l'égard des collèges quand ceux-ci font l'économie d'une large part de leurs responsabilités à l'égard des jeunes. Une observation qui, soit en passant, vaut surtout pour le secteur de l'enseignement général, puisque les étudiants du secteur professionnel sont, quant à eux, plus souvent appelés à étudier en équipe, en atelier, en stage, se retrouvant dans les mêmes locaux et fréquentant les mêmes professeurs pendant leurs trois années d'étude.

Le Conseil rappelle aux institutions qu'il leur revient donc d'offrir un environnement favorable à la réussite, y compris à l'extérieur des salles de cours. Quant aux enseignants qui se contenteraient «de donner leurs cours», il les invite à abandonner leur

La réussite est affaire personnelle, mais aussi d'environnement scolaire

vision strictement «privée» de l'enseignement de leur discipline, à mieux coordonner leurs efforts et à s'engager dans une démarche intégrée. Il leur rappelle du même souffle, non sans mettre des gants blancs, que leur «cadre de travail diffère grandement de celui des autres ordres d'enseignement», qu'ils ont, au secteur préuniversitaire, à «initier» les jeunes sans prétendre en faire des spécialistes ni être contraints par des exigences de recherches comme à l'université. En conséquence, pour faire écho aux remarques des étudiants, il attend d'eux qu'ils ne se contentent pas seulement «de donner leurs cours», mais qu'ils assurent une présence beaucoup plus active auprès des étudiants.

Afin d'apporter un début de réponse à ces lacunes graves qui remontent à la création des cégeps publics, le Conseil recommande au ministre d'exiger des futurs enseignants qu'ils aient une formation en pédagogie, et pour certains enseignants en place, qu'ils soient obligés d'acquiescer à une telle formation. Il recommande aussi de repenser «significativement» les conventions collectives pour «prendre en compte l'engagement institutionnel et l'imputabilité du personnel enseignant».

Devant de telles propositions qui tiennent du simple bon sens, le ministre de l'Éducation doit abandonner l'idée de signer avant le référendum des conventions collectives qui ne changeraient rien à l'organisation scolaire dans les collèges. Qu'attend-on pour abolir les fameux «départements» de professeurs et les remplacer par des entités pédagogiques qui comptent vraiment pour les étudiants, leur «programme»? Comment peut-on encore construire des ailes réservées exclusivement à des bureaux d'enseignants, là où bien peu de jeunes oseront pointer le bout du nez, au lieu de regrouper tout le monde par programme, profs et élèves, pour briser l'isolement et favoriser la vie académique, comme cela se fait déjà au secteur professionnel?

Le ministre a la responsabilité d'exiger des collèges qu'ils revoient l'environnement scolaire pour en faire un milieu de vie propice à la réussite. Mais il a aussi la responsabilité de fournir aux institutions et à leurs personnels professionnels les moyens de remplir leur mission.

43% DES JOUEURS AIMENT DEMERS
28% VEULENT QUITTER L'ÉQUIPE
12% VEULENT RESTER DANS L'ÉQUIPE MAIS N'AIMENT PAS DEMERS
3 JOUEURS SUR 4 VEULENT ÊTRE DIRIGÉS PAR DEMERS
37% VEULENT QUE DEMERS QUITTE L'ÉQUIPE MAIS CONTINUE DE LES DIRIGER
42% SONT DES SUIVEUX.



REPRISE

Trente raisons de voter OUI, le 30

En 1976, j'ai voté — une fois n'est pas coutume. J'ai voté pour le PQ, j'ai même voté avec enthousiasme. J'étais jeune et je ne savais pas encore: la politique, la démocratie, et tout le bazar.

En 1980, le PQ a tenu son premier référendum. Il était jeune et il ne savait pas encore: la peur et son usage en campagne référendaire, la manipulation de l'opinion. Bref: la politique, la démocratie et tout le bazar.

Depuis, j'ai vieilli. Le PQ aussi. Qui de nous deux a vieilli le mieux, je ne le sais pas. En tout cas moi je ne vote plus tandis que le PQ, lui, fait toujours de la politique et tient un deuxième référendum.

Mais je souhaite quand même de tout cœur que le OUI l'emporte, lundi prochain. Pour trente raisons.

1. D'accord: le mieux, c'est encore pas de drapeau du tout, ou alors un seul: noir. Mais passer de deux drapeaux à un seul, Bleu, c'est déjà un pas dans la bonne direction, non?
2. La haute finance ne veut pas que le OUI l'emporte: c'est donc que ça peut être bon pour nous — surtout, on peut rêver, pour les plus démunis d'entre nous.
3. Dans un Québec souverain s'organiserait peut-être une nouvelle et véritable vie politique: on pourrait alors se débarrasser définitivement des péquistes; tandis que si le NON l'emporte, ils seront encore là pour longtemps.
4. Parce que nous pourrions avoir une société dans laquelle personne ne pourrait «écraser» qui que ce soit.
5. Preston Manning ne deviendrait jamais notre premier ministre.
6. «Être ou ne pas être: notre état est si malheureux qu'un absolu non-être serait bien préférable» (Hamlet). Peut-être pas à ce point, William, mais ça va bien dans ce sens-là.
7. Mes arrière-petits-enfants me traiteraient peut-être de vieux débris, mais au moins ce sera en français.
8. On ne parlerait plus jamais de nos problèmes constitutionnels avec le Canada. Plus d'«Accord de Meech» et d'«Entente du lac Charlottetown» à se mettre sous la dent; ça nous forcerait à parler de choses importantes.



NORMAND
BAILLARGEON

9. N'ayant plus à ergoter sur la politique, on se mettrait enfin à parler du politique.

10. On pourrait même y prendre goût et connaître l'enthousiasme. Je sais: même moi je ne me rappelle plus très bien ce que c'est; mais je crois me souvenir que c'était très bien.

11. On formerait un Parti anarchiste. Et quand on nous referait le coup du salut au drapeau, comme on nous l'a fait lors de la Saint-Jean, il y a quelques années au Stade olympique, on pourrait, nombreux, clamer bien haut qu'on conchie l'idée de nation.

12. «Renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs. Une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme, et c'est ôter toute moralité à ses actions, ce d'ôter toute liberté à sa volonté» (Jean-Jacques Rousseau).

13. Pour rétorquer à Victor Hugo qu'un peuple ce n'est pas «un âne qui se cabre», (sic) mais une âme qui se cabre.

14. «Une nation n'a de caractère que lorsqu'elle est libre» (Mme de Staël).

15. Parce que les choses ne pouvant être pires, ça ne peut qu'aller mieux.

16. Pour ne pas laisser passer une chance d'emmerder Trudeau.

17. Parce que je ne peux me résoudre à appartenir à un pays qui a élu successivement Brian Mulroney et Jean Chrétien aux plus hautes fonctions. (Tout compte fait, j'annule le point 15: quand ça ne peut être pire, il arrive que ça n'aille pas mieux).

18. (nouvelle version) Pour connaître, collectivement, l'enivrant vertige de la page blanche.

18. Parce que, comme disait Langevin, à la question: «Quelle est la devise du Québec?» trop de gens ont déjà commencé à répondre: «Je ne m'en souviens plus!»

19. Parce que j'ai envie de courir le risque de finir ma vie dans un pays où valorise autre chose que le nombre de piscines hors-terre au kilomètre carré et la quantité de choses inutiles et superflues que chaque citoyen doit posséder sans quoi, on ne cesse de le lui répéter, il est nécessairement malheureux.

20. On pourrait devenir le premier pays au monde à n'avoir pas de paroles débilées chantées sur une musique de marche militaire — ce que les autres pays appellent leur hymne national.

21. Euh... ça ferait plaisir à ma mère.

22. On aurait congé le 30, jour de l'Indépendance.

23. Il faudra bien qu'on finisse par avoir notre propre monnaie. On mettrait dessus des visages de poètes et, plutôt que *In God We Trust* ou des stupidités de ce genre, on écrirait: Tout porteur est destiné à mourir un jour ou l'autre et ce billet ne lui servira alors plus à rien.

24. On travaillerait à promouvoir la «Clause Boris Vian» à l'ONU: une guerre doit n'engager que des professionnels et une guerre bien faite ne doit laisser aucun survivant, ni d'un côté ni de l'autre. Nous, bien sûr, on n'aurait pas d'armée.

25. «Voter c'est choisir son maître. Mais si l'esclave s'appelle Spartacus, c'est le maître qui a un problème» (Renaud Séchan).

26. Pour ne pas avoir à tout recommencer: ces débats, ces discussions... jusqu'au prochain référendum, dans quinze ans.

27. Gilles Vigneault pourrait continuer à écrire des chansons — ce qu'il fait très bien — et cesser d'écrire d'insipides textes politiques: mais alors on ne serait pas obligé de les lire.

29. Gaston Miron pourrait, dans l'enthousiasme, publier un nouveau recueil.

30. Dire OUI, pour une fois, ça n'engage pas à dire OUI pour l'avenir. Et, si tôt après, on peut recommencer à dire non quand il faut dire non. C'est-à-dire presque tout le temps.

L E T T R E S

Drôle de gymnastique

Monsieur Jean-Robert Sansfaçon, votre éditorial du mardi 3 octobre laisse entendre que le secteur général des cégeps pourrait disparaître parce qu'il coûte trop cher aux contribuables. On pourrait remettre «en cause le secteur de l'enseignement général préuniversitaire des collèges dont le coût par élève est plus élevé qu'au secondaire», affirmez-vous? Je ne connais pas votre gymnastique arithmétique. (...)

Le coût moyen de formation par élève au collégial est effectivement plus élevé qu'au secondaire; mais ce coût inclut aussi les dépenses pour les élèves inscrits au secteur technique. Ces coûts sont beaucoup plus élevés qu'au secteur général. Un calcul plus juste montrerait que le coût du secteur préuniversitaire ne dépasse guère celui du secondaire. Supprimer le secteur préuniversitaire pour ajouter une année au secondaire et une année à l'université ne ferait rien économiser aux contribuables. Les coûts de formation à l'université sont beaucoup plus élevés qu'au secondaire.

Je suggère au Devoir de faire ces calculs. Vous seriez étonnés du résultat... une facture salée!

Donald Pelletier
Enseignant de physique, Collège de Valleyfield, 4 octobre 1995

Trop petit pays?

Notre pays serait-il trop petit pour survivre? Plus vaste que le Danemark, nous en avons la population. Les ressources naturelles ne manquent pas. Nos universités forment des gens créatifs et compétents. Nos collèges

s'ouvrent sur les dernières techniques. Proportionnellement, nous ne sommes pas plus endettés que le Canada ou que les autres pays industrialisés, et notre chômage n'est pas pire qu'ailleurs. Si nous y voyons avant les compressions draconiques du fédéral, il nous restera encore l'école accessible pour tous et les soins de santé universels... Nous avons une langue unique en Amérique du Nord et une ouverture incontestable sur les autres cultures. Nous avons comme capitale l'une des plus vieilles villes du continent américain et l'une des plus riches en histoire. La francophonie nous attend les bras ouverts.

En fait, ne serait-ce pas le Canada qui serait terriblement petit et pauvre sans le Québec? On comprendrait en admettant cette hypothèse l'acharnement des Canadiens à vouloir nous garder dans leur pays. N'est-il pas enfin venu le temps, ce 30 octobre, de devenir maîtres chez nous, d'officialiser ce que tous savent déjà: que le Québec est une nation, un pays?

Jean Saint-Onge
Enseignant, Montréal, 12 octobre 1995

À donner des coliques

Au cours du référendum actuel, il est de plus en plus question de l'engagement orchestré et organisé des chefs syndicaux à la cause du OUI et cela, sans qu'à peu près personne ne rouspète. Est-ce normal?

Pourtant, dans le camp du NON, si les hommes d'affaires se mobilisent, ils sont traités de tous les noms; on les accuse de manquer de respect envers leurs employés au nom d'une démocratie pas mal galvaudée.

Eh bien! sachez, messieurs que beaucoup de syndiqués ont des coliques en vous voyant jeter l'anathème sur tous ceux qui ne pensent pas comme vous. Là aussi, la démocratie, la vraie, devrait pourtant jouer; le respect des individus et des groupes ne semble pas peser lourd dans votre vocabulaire. Il est temps que cesse ce viol collectif des consciences et des opinions. Votre attitude est tout simplement méprisante et constitue une manifestation éhontée d'intolérance et de sectarisme face à l'élémentaire droit de parole qui droit primer encore au Québec. Que Dieu nous protège de tels leaders dans un Québec séparé.

Adrien Drolet
Charlesbourg, 6 octobre 1995

Pour les indécis

Comment faire le plein des votes, rallier tous les indécis et atteindre 60% et plus pour le OUI? C'est simple, en promettant un autre référendum dans 10 ou 15 ans avec la possibilité de revenir dans le Canada si l'expérience n'a pas été concluante. Les indécis ne pourront plus faire autrement que de voter OUI.

Comme l'indépendance du Québec selon les trois chefs, Parizeau, Bouchard et Dumont sera inévitablement un succès story. Plus personne ne voudra revenir en arrière dans le Canada après avoir goûté au pays du Québec! Ainsi la victoire est assurée haut la main le 30 octobre prochain, sans inquiétude pour l'avenir. La victoire sourit aux audacieux.

Georges Raby
Écrivain pour le OUI
Montréal, 17 octobre 1995

À P R O P O S

... de l'espérance de vie

Depuis le début des années 30, jusqu'au milieu des années 50, l'évolution de l'espérance de vie à la naissance a connu des gains appréciables. Par la suite, la progression s'est poursuivie, mais plus lentement. Même s'ils sont moins élevés qu'auparavant, les gains demeurent significatifs. L'espérance de vie devrait augmenter en raison principalement des progrès réalisés aux âges avancés.

(...) La croissance de l'espérance de vie à la naissance dans l'ensemble de la population a été particulièrement importante entre 1976 et 1981, alors qu'elle est passée de 73,1 à 75,1 ans. Chez les hommes, l'espérance de vie à la

naissance, qui était de 69,4 ans en 1976, atteint 73,7 ans en 1991, un gain de 4,3 années. Chez les femmes, cette croissance a été de 3,9 années, l'espérance de vie passant de 77,0 ans à 80,9 ans. Ainsi, l'écart entre hommes et femmes s'est aminci au cours de cette période. En 1991, l'espérance de vie à la naissance des femmes est supérieure de 7,2 années à celle des hommes.

Le Québec comparé: Indicateurs sanitaires, démographiques socio-économiques, Ministère de la Santé et des Services sociaux

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSSAËN

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

IDÉES

Le beau risque

La justice et le courage nous recommandent de demeurer au sein du Canada et d'effectuer des alliances avec ceux qui comme nous réclament des changements constitutionnels

JAMES TULLY

Professeur
Département de philosophie, Université McGill

Comme les principes auxquels j'ai fait appel dans le cadre de pourparlers constitutionnels ont été cités par des pourfendeurs des deux options dans le débat référendaire, je voudrais clarifier ma propre position. Les fédéralistes et les souverainistes de bonne volonté partagent la même vision. Nous voulons garantir pour les générations futures du Québec une société moderne, libérale et autonome dans laquelle la langue et la culture françaises seront toujours prédominantes, protégées, et pourront s'épanouir tout en allouant, en même temps, une reconnaissance spécifique à la diversité du Québec: l'autodétermination des Premières Nations, les cultures allophones, la minorité anglophone ainsi qu'une association bénéfique mutuelle avec le reste du Canada. Nous différons seulement sur les meilleurs moyens d'atteindre ce même objectif.

Les souverainistes soutiennent qu'un tel objectif est impossible à atteindre à l'intérieur de la fédération canadienne parce que nous ne parviendrons jamais à acquérir les pouvoirs et la reconnaissance dont nous avons besoin et que nous méritons. A preuve, l'échec de les obtenir après des décennies de négociations constitutionnelles. Dès lors, le seul moyen d'obtenir enfin les pouvoirs et la reconnaissance est de devenir un Etat souverain et de parvenir à une association par des négociations entre partenaires égaux.

J'estime que ce moyen n'est pas nécessaire, voire trop risqué. Nous pouvons vraisemblablement, dans les prochaines décennies, faire avancer notre objectif commun à l'intérieur du fédéralisme et il est de mise d'attendre pour voir ce qui pourrait advenir.

Commençons par examiner l'incontournable question des pouvoirs politiques. Bien que nous n'ayons pas reçu tous les pouvoirs que nous avons demandés, il apparaît maintenant hautement probable qu'ils seront délégués au Québec et aux autres provinces d'ici les cinq prochaines années par le retrait du gouvernement fédéral des juridictions provinciales et par une délégation intergouvernementale. Le gouvernement fédéral sera contraint de déléguer des pouvoirs et ce, pour plusieurs raisons: l'impératif de réduire la dette, les demandes des autres provinces et les pressions du Reform Party.

Dans un tel contexte, il est surprenant d'entendre le premier ministre Parizeau dire que nous devrions voter OUI pour nous soustraire à l'obtention de pouvoirs que nous avons toujours sollicités, et ce juste parce qu'ils émaneront des compressions de dépenses. Les coupes sont pourtant inévitables, peu importe que nous votions OUI ou NON.

En revanche, si nous votons OUI, nous donnerons plus de pouvoirs à l'Assemblée nationale que ce que la majorité des Québécois ont jamais revendiqué. La plupart des Québécois préfèrent que les pouvoirs politiques soient distribués entre les deux paliers de gouvernement, ce qui leur permet de surveiller et d'équilibrer le poids de chacun, ainsi que d'ajuster leur distribution dans le temps plutôt que de les concentrer dans le même corps politique.

De plus, nous n'avons pas la certitude qu'un Québec indépendant pourrait exercer ces pouvoirs de manière effective à promouvoir la langue et la culture françaises. Plusieurs économistes prédisent que l'impact de la dette d'un Québec souverain provoquerait de telles augmentations de taxes et de coupures de services qu'elles inciteraient les jeunes Québécois à s'exiler; les coûts de la



Clyde Wells et Robert Bourassa donnant des explications à la presse, à la suite de l'une des nombreuses séances de négociations constitutionnelles.

transition mettront sur la voie de garage les réformes nécessaires en éducation, en emploi et en environnement, des réformes pourtant essentielles à la promotion de notre objectif commun; et nous devons faire des concessions dans la culture et la langue pour négocier notre retour dans l'ALENA. Alors que maintenant, nous pouvons compter sur le pouvoir et la sécurité que nous avons construits au sein de la fédération pour protéger la langue et la culture du Québec de telles pressions.

Aussi, il semble prudent de voter NON cette fois-ci, de prendre le «beau risque» d'entrer dans les prochaines rondes de négociations intergouvernementales, et ainsi préserver notre possibilité de retrait en cas d'échec.

En deuxième lieu, il ne semble pas vraisemblable que des négociations de partenariat nous donneraient une association plus bénéfique avec le Canada que l'association actuelle. Même avec la meilleure volonté du monde, le reste du Canada ne peut en aucun cas accepter ce nouveau partenariat. Ce serait un palier de gouvernement additionnel coûteux surtout quand on sait que les gouvernements provinciaux et fédéral tendent à réduire leurs dimensions. Et cela ne pourrait pas marcher en pratique: cela ne peut mener qu'à un cul-de-sac concernant des enjeux fondamentaux. Ainsi, il est plutôt vraisemblable de croire que cela interromprait notre association avec le Canada en tant que pays indépendant, membre de l'ALENA. Si nous soupçons les impacts négatifs d'une telle éventualité en opposition aux importants bénéfices actuels que nous procure un partenariat fédéral en évolution, il est encore une fois plus sage de suivre ce mouvement plutôt que de le quitter.

Enfin, qu'en est-il de la reconnaissance constitutionnelle du Québec comme société distincte? C'est un enjeu majeur pour de nombreux électeurs. Cette reconnaissance a été injustement refusée au Québec. La Charte nous

a été imposée en 1982 et cela a provoqué une perte de pouvoirs de l'Assemblée nationale en ce qui a trait à la langue et à la culture au profit des cours fédérales. La Charte a reconnu les individus, l'égalité des femmes et des hommes, les groupes défavorisés, les minorités linguistiques, les peuples autochtones jusqu'à un certain point et les groupes multiculturels, mais pas le Québec, la seule société en Amérique du Nord qui possède un gouvernement francophone. Nous avons essayé de remédier à cet affront avec les Accords du lac Meech et de Charlottetown, mais ils ont été rejetés. Les souverainistes ont conclu de ce constat peu reluisant que leur reconnaissance est impossible à l'intérieur du Canada. Je ne partage pas un tel pessimisme.

Rappelons-nous que toutes les provinces ont participé de bonne foi aux négociations qui ont suivi 1982 afin de redonner au Québec la reconnaissance qu'il mérite. L'Accord du lac Meech n'a pas été rejeté par le reste du Canada. Elijah Harper a estimé que si le Québec pouvait obtenir une reconnaissance en 1990, alors les peuples autochtones n'auraient plus le poids politique pour rouvrir ultérieurement la Constitution afin d'obtenir eux aussi la reconnaissance qu'ils méritent en vertu de leurs droits inhérents. Il a ainsi fait échouer l'Accord du lac Meech croyant que le Québec rouvrirait de nouvelles négociations dans lesquelles seraient inclus à la fois le Québec et les Premières Nations. Et cela s'est avéré dans le processus menant aux négociations de Charlottetown.

Les négociations de Charlottetown ont constitué le premier exercice d'un changement constitutionnel démocratique dans l'histoire canadienne. Elles ont échoué tout simplement parce que les négociations et la campagne référendaire ont été précipitées. Nous étions inexpérimentés et poussés à voter sur une ébauche d'accords qui soulevait



REFERENDUM

Entre globalisation et fragmentation

Soutenir que la mondialisation économique s'oppose à l'accession à la souveraineté relève d'une méconnaissance de l'histoire ou de la mauvaise foi intellectuelle

BRUNO HAMEL

Groupe de recherche sur l'intégration continentale
Département de science politique
UQAM

Deux arguments essentiels sont soulevés pour réfuter les thèses souverainistes; il s'agit de la futilité et du danger de la souveraineté éventuelle du Québec. Le premier argument est lié aux processus de mondialisation et le second renvoie aux différentes fragmentations qui pourraient marquer les lendemains d'un Québec souverain. Ces deux arguments sont souvent avancés simultanément alors qu'ils nous apparaissent contradictoires.

L'argument de la futilité est au cœur des réflexions de Pierre S. Pettigrew, par exemple. Le raisonnement est apparemment convaincant: devant la mondialisation de l'économie, quelle serait la place d'un Etat de la taille d'un Québec souverain, ou, autrement dit, de quelle souveraineté pourrait rêver un Québec souverain alors que la souveraineté relève des Etats serait maintenant largement mise en cause par la mondialisation économique?

Bien entendu, si cet argument devait se vérifier, il faudrait bien se rendre à l'évidence que les trois quarts des pays du monde doivent être liquidés, au sens comptable du terme, comme le suggérait récemment un haut fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI).

L'argument de la futilité

Ensuite, toujours en s'en tenant à l'argument, même l'Allemagne et les Etats-Unis devraient reconsidérer une souveraineté qui serait plus une chimère qu'une réalisation du politique. L'intégration des marchés financiers, le financement de plus en plus international des administrations publiques, les libéralisations commerciales et l'instabilité des informations internationales (et l'opinion publique internationale qu'elle génère), sont autant de paramètres qui redéfinissent désormais les gouvernes politiques nationales.

Bref, avec la mondialisation économique, c'est la politique — de tous les Etats — qui fait *has been*. Pourquoi le Québec devrait-il enrichir de sa souveraineté ce qui est déjà un musée pour politologues?

Loin d'être dénué de fondement, l'argument de la futilité de la souveraineté politique, dans le contexte des rapports internationaux et d'une prétendue globalisation économique, n'a cependant rien de bien nouveau. Rappelons que (déjà?) durant la campagne référendaire de 1980, alors l'aube de ce qu'on connaîtra par la suite comme étant la globalisation, l'argument de l'interdépendance entre les nations faisait recette afin de discréditer les visées souverainistes.

Mais au fond, depuis 1776, d'Adam Smith jusqu'à Paul Krugman, et en s'arrêtant longuement à Ricardo, cet argument qui voudrait que l'importance des rapports économiques internationaux devrait justifier la mise au rancart des ambitions politiques régionales ou nationales est demeuré le phantasme des libéraux de tous ordres. Et pourtant. Le fait que ce vieil argument ait maintenant les allures d'un véritable dogme ne devrait pas nous faire oublier le foisonnement des Etats-nations qui ont vu le jour depuis la *Richesse des nations*.

La multiplication des Etats-nations, notamment à travers les processus de décolonisation de l'Après-guerre, coïncide précisément avec une mondialisation croissante de l'économie. Prétendre soutenir que la globalisation économique s'oppose à l'accession à la souveraineté relève donc soit d'une certaine méconnaissance de l'Histoire, soit d'un biais idéologique qui confine à la mauvaise foi intellectuelle.

Que penser d'un argument qui vise à discréditer à la fois la souveraineté des Etats-Unis et celle de la république d'Andorre? Cet argument vieillot et infalsifiable pourrait cependant garder une certaine crédibilité s'il ne s'accompagnait, et trop souvent du même soufflé, d'un autre argument qui lui est tout à fait contradictoire. Ainsi, à Pierre S. Pettigrew succède Jean-Pierre Derriennic. A la futilité de la souveraineté, succèdent les dangers qu'elle peut représenter.

Un conservatisme légitime

Dire que les changements politiques, peu importe leur envergure, représentent des risques relève d'un conservatisme qui demeure tout à fait légitime. Il ne s'agit pas d'un argument mais en fait d'un état d'esprit. A moins d'être voyant, il est impossible de soutenir qu'un changement politique de l'importance de l'accession du Québec à la souveraineté puisse se produire sans risques politiques ou économiques. Comme l'a si bien montré Denis Arcand (*Le Confort et l'indifférence*), et les campagnes de peurs, cet état d'esprit sommeille chez plusieurs d'entre nous. L'argument conservateur en est l'expression la plus sophistiquée et il suffit souvent à le réveiller.

Plus particulièrement, cet état d'esprit tend à souligner les différents risques de fragmentations sociales, économiques et politiques qui pourraient découler de la souveraineté du Québec, en soi un processus qui institue très clairement la fragmentation. Rappelons rapidement que c'est aussi à cet état d'esprit que renvoie, par exemple, les éventuelles enclaves anglophones ou autochtones qui pourraient advenir aux lendemains de la souveraineté, des enclaves qui seraient autant de républiques en puissance qui se délésteraient de la nouvelle tutelle québécoise. Encore une fois, le raisonnement paraît logique: si le

Québec peut accéder à la souveraineté, pourquoi pas Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue ou Oka?

C'est ici que les pressions politiques et économiques induites par la globalisation se présentent comme un véritable frein à une fragmentation politique ou outrance. Il est tout à fait concevable que la définition nationale repose, entre autres, sur les rapports entretenus avec les autres nations et les rapports mêmes qu'elles instituent.

Dire que le Québec est trop faible, trop petit ou trop dominé pour s'incarner comme pays sur la scène internationale relève, pour le moins, d'une évaluation très peu flatteuse de nos propres capacités politiques et économiques. Cette évaluation me semble être essentiellement une affaire de subjectivité. En effet, comment peut-il être possible de réfuter la peur du changement et ce qu'il faut bien appeler un certain complexe d'infériorité?

Une chimère pour libéraux hallucinés

Par contre, il est tout à fait contradictoire, voire malhonnête, de soutenir que le Québec s'expose à la fois aux affres de la globalisation et aux risques de la fragmentation nationale. Ainsi, de deux choses, l'une étant que la globalisation — lire les marchés financiers, l'opinion publique internationale, les firmes transnationales et les organisations économiques internationales... — compte pour une nouvelle force de régulation politique qui sanctionne la délinquance nationale sous la forme de coûts économiques qu'on dit considérables lors de l'accession à la souveraineté. Si cela est vrai, on peut s'interroger sur le type de sanction qui pourrait être imposée aux futures républiques-banlieues de l'ex-Québec.

Bref, devant la globalisation, le Québec peut-il être moins viable que les Cantons de l'Est? Est-il possible qu'une des parties soit plus grande que la somme? La seconde est plus vraisemblable. Il est possible aussi que la globalisation ne soit qu'une chimère pour libéraux hallucinés et dans ce contexte, les risques de fragmentations nationales, dans un Québec souverain, sont effectivement importants. Ces fragmentations, qu'elles soient sociales, ethniques ou économiques, marquent toutes les souverainetés et elles sont inévitables. Il s'agit de savoir comment les surmonter. Le passé pacifique et démocratique souligne bien le caractère ouvert d'un éventuel Québec souverain et sa capacité à composer avec ce qui pourrait être des fragmentations nationales. Bien sûr, ce caractère ouvert et démocratique peut faire l'objet de discussions. Mais si, dans le cas québécois, il est possible de discuter ce caractère, c'est aux tenants du *statu quo* qu'il incomberait de spécifier quelles seraient les conditions de réalisation assurément pacifiques et égalitaires de la souveraineté.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (*environnement*), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (*adjoint au directeur de l'information*), Konrad Yakubski, Jean-Pierre Legault (*responsable des pages thématiques*), Diane Précourt (*pages éditoriales, responsable de la section Tourisme*), Martin Ducloux et Christine Dumazet (*lecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographies*); à l'information culturelle: Michel Bélar (*responsable*), Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoît Mungier, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (*responsable*), Robert Dutrisac, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (*responsable*), François Brousseau (*éditorialiste*), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (*correspondant parlementaire à Ottawa*), Gilles Lesage (*correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec*), Michel Venne (*correspondant parlementaire à Québec*); Serge Chapleau (*caricaturiste*); à l'information sportive: Yves d'Avignon, Marie-Claude Petit (*commiss*), Marie-Hélène Aharie (*secrétaire à la rédaction*); LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (*directeur*); Manon Scott, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*); LA PUBLICITÉ: Lucie Pinosoneault (*directrice*), Yves Williams (*superviseur, Avis publics et annonces classées*), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Miscovic, Jacques A. Nadeau, Michèle Ruelland, Monique Verreault (*publicitaires*); Sylvie Laporte, Pierrette Roussseau, Michèle Turgeon; Michèle Bouchard (*secrétaire*); L'ADMINISTRATION: Yves Bouthiette (*contrôleur*), Dany Dépaté (*adjoint à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines*), Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Jeanne d'Arc Houde (*secrétaire à la direction*), Florine Cormier, Céline Furoy, Nathalie Perrier, Danièle Ponton, Danielle Ross; LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (*secrétaire*), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne; LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES: Louise Gagné (*directrice*), Christian Guy (*superviseur à la promotion des abonnements*); LA PRODUCTION: Jocelyn Arsenault (*directeur de la typographie et des approvisionnement*), Michael Schneider et Marie-France Turgeon (*direction de la production*), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCorniers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zaida; LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (*président*), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (*président*), Roger Boisvert (*vice-président et directeur général*).

ACTUALITÉS

CHRONIQUE
RÉFÉRENDATAIRELe gigot
de Jacques

Le saviez-vous? Jacques Parizeau a séduit Lisette Lapointe avec un gigot d'agneau. Je vous le dis. C'est écrit dans *Dernière heure*, un magazine populaire qui dévoile en exclusivité, dans sa dernière édition, «la vie amoureuse de Jacques Parizeau». On y apprend que le premier ministre aime faire lui-même l'épicerie, contrairement à Lisette qui déteste. Il choisit ses vins, prend conseil auprès du boucher. On lit qu'ils sont «très famille». Ils ont six petits-enfants à eux deux.

À une semaine du référendum, la publication du reportage, abondamment illustré, qui est globalement très favorable au président du comité du OUI ne peut pas mieux tomber pour lui. On le voit, vêtu d'un veston jaune, sans cravate, avec sa femme, assis au bord d'un lac à Saint-Adolphe-d'Howard ou en train de mettre une bûche dans le poêle à bois. Ça nous le rend plus familier. Un bon grand-papa et un homme charmant. Lisette raconte comment s'est déroulée leur première rencontre. «Y a-t-il un homme dans votre vie», lui a-t-il demandé? Sacré séducteur, ce Jacques. Puis, il y eut ce gigot.

Aujourd'hui commence la dernière semaine de campagne référendaire et Jacques aurait bien besoin d'un effet gigot pour rallier la majorité des électeurs à la cause qui est, avoué-t-il dans *Dernière heure*, sa seule passion: la souveraineté du Québec. Le camp du OUI pourrait organiser un grand méch...OUI sur les Plaines d'Abraham avec Jacques pour tenir la braise bien chaude et pour tourner la broche, assaisonner le mouton avec son cocktail spécial de fines herbes et d'ail, recette secrète que même Lisette ne connaît pas.

Michel Venne

Mais le froid indisposerait les convives. Pensons à autre chose.

Le camp du OUI est gonflé à bloc. Le dernier sondage Léger et Léger donnait 50,2 % au OUI et 49,8 % au NON, après la répartition de 12 % d'indécis. C'était le quatrième sondage mettant les deux options à égalité. Mais l'électorat est encore très volatile. Déjà, 12 % d'indécis sur une question qui remet en cause de façon aussi radicale l'ordre établi, à huit jours du scrutin, c'est énorme. C'est suffisant pour renverser un résultat 55-45 en 45-55 en quelques jours seulement.

En 1980, la moyenne des huit sondages publiés durant la campagne référendaire donnait 49-51 en faveur du NON. Le résultat fut 40-60. Il faut donc se méfier des sondages, non pas parce qu'ils sont mal faits, mais parce que l'électorat est si volatile qu'une partie importante des électeurs fixe son choix à la toute dernière minute. Une enquête réalisée immédiatement après la dernière élection provinciale, en 1994, par la firme Sondagem, montre que 16,7 % des électeurs ont choisi le parti pour lequel ils ont voté dans «les toutes dernières heures» de la campagne, dont l'un des enjeux majeurs était la souveraineté.

C'est dire l'importance des derniers jours qui précèdent le scrutin. Comme le disait hier M. Parizeau, le temps des discours achève. C'est dans les rencontres individuelles ou en petits groupes que le tout va se jouer. M. Parizeau appelle chaque souverainiste à convaincre son indécis. Le camp du NON, même s'il ne le clame pas sur les tribunes, fait la même chose. Or, sur ce terrain, l'organisation libérale est perçue comme plus efficace que la péquiste. Cela est vrai entre autres le jour du vote pour aller chercher chez lui chaque électeur identifié comme un partisan. Cette efficacité peut rapporter jusqu'à deux ou trois points d'avantage au camp du NON, croient les libéraux.

En outre, les clientèles qui soutiennent le NON, notamment les gens âgés et les non-francophones, ont tendance à participer plus activement au vote, alors que celles qui appuient le OUI, notamment les jeunes, sont plus insouciantes et susceptibles de ne pas exercer leur droit de vote le 30.

Il reste que les discours sont un fond de scène important. Cette semaine, le camp du OUI insistera sur deux notions, visiblement, le changement et la fierté. On parle même de ressortir l'image de René Lévesque pour la publicité. Comme disait M. Parizeau, on a commencé la campagne dans les chiffres et on finira dans l'enthousiasme.

Le camp du NON cherche bien à raviver le sentiment d'appartenance au Canada qu'il perçoit chez les Québécois. Mais c'est un terrain piégé. L'hymne national canadien, même chanté avec ferveur, est-il un «bon vendeur» auprès des indécis? Promettre des changements? Trop peu, trop tard. Alors il montrera les avantages du Canada que nous pourrions perdre, jouera sur la solidarité avec les francophones hors Québec mais surtout insistera sur les coûts et sur la peur d'un choc économique qui surviendrait après la souveraineté en espérant que dans l'isolement, il en reste quelque chose.

BOUCHARD «NON aux propositions de panique», dit Dumont

SUITE DE LA PAGE 1

train de nous rassembler».

Selon M. Bouchard, «ce que veut Jean Chrétien ce n'est pas seulement extirper le projet souverainiste de la fibre québécoise, c'est également rompre avec la continuité et la fidélité du Parti libéral du Québec aux intérêts du Québec».

«Ce que veut Jean Chrétien, a ajouté M. Bouchard d'un ton enflammé, ce sont les pleins pouvoirs: je veux être le maître de l'avenir du Québec, nous dit Jean Chrétien, je veux que vous me confiez le français, la culture et les emplois du Québec, toutes les politiques qui façonnent l'identité du Québec».

Jean Chrétien veut un NON «à ce point, ajoute-t-il, qu'il n'accepte même pas de trouver Daniel Johnson sur son chemin».

Le plan de match du camp du OUI était habile hier: alors que Lucien Bouchard s'attaquait à Jean Chrétien, Jacques Parizeau adoptait un ton quasi présidentiel, annonçant d'emblée qu'il n'entendait pas «parler de Daniel dans la fosse au Chrétien».

Le chef du camp du OUI a plutôt rappelé les grandes étapes récentes de la lutte souverainiste et lancé un appel à la fierté et à la confiance des Québécois en eux.

Au référendum de Charlottetown de 1992, dit-il, les

Québécois ont dit «ce qu'ils ne voulaient pas avoir: le fédéralisme renouvelé».

Rappelant l'élection l'année suivante de 54 députés souverainistes sur 75 à Ottawa, l'élection du Parti québécois en 1994, les commissions régionales sur la souveraineté, Jacques Parizeau explique avoir pris acte du désir des Québécois de se donner un projet de société et de ne pas briser tous les liens avec le Canada en faisant la souveraineté.

Ce désir a donné naissance au *Cœur à l'ouvrage* et au projet de partenariat du 12 juin dernier, ajoute-t-il.

Rappelant également que le Québec a été une colonie française, une colonie anglaise, puisqu'il appartient depuis quelque 130 ans au système fédéral, M. Parizeau ajoute que «les Québécois n'ont jamais connu ce que c'est que d'être responsable de ses affaires. Ce sera un extraordinaire découverte comme peuple à partir du 30 octobre».

Mais le chef du camp du OUI a aussi laissé transparent une certaine inquiétude hier. «Le grand danger, avertit-il, c'est que dans l'enthousiasme des grands rassemblements on se dise «ça y est». Faites attention: il ne faut rien relâcher, les référendums se gagnent vote par vote».

M. Parizeau a répété son appel constant des derniers jours, à l'effet que tous les militants souverainistes doivent aller chacun convaincre un indécis pour que le OUI

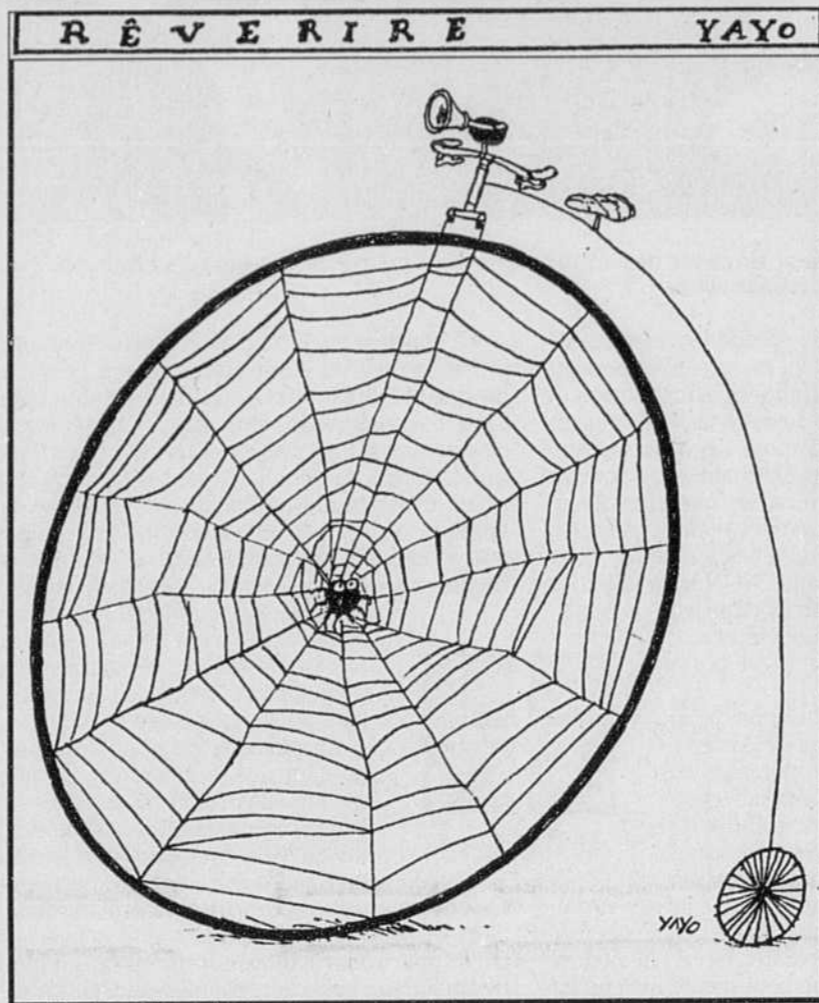
puisse dépasser la barre des 50 % de façon confortable.

Prenant la parole le premier, le chef de l'Action démocratique Mario Dumont a voulu prévenir la population contre les «propositions-hameçons», les propositions «vagues» de dernière minute que le camp du NON pourrait être tenté d'offrir demain lors d'un grand rassemblement prévu à Montréal.

«Les Québécois ne sont pas des poissons, ils vont dire NON à ce genre de propositions de panique, dit-il. Nous avons besoin d'une proposition qui crée l'espoir, avec un projet ouvert, moderne. Le Québec veut tous ses pouvoirs, pas la séparation. Le Québec veut être en contact avec le reste du monde. Avec le partenariat, nous voulons une souveraineté sans frontières, sans frontières entre nous, sans frontières avec nos voisins avec qui nous pouvons échanger.»

Mario Dumont a également voulu s'adresser aux hésitants, aux «Oui-Mais», dit-il, à ceux qui disent «je voterais bien OUI mais le moment ne me semble pas bien choisi», ou encore «je n'aime pas vraiment le style, la face de tel politicien».

Mario Dumont a répondu à tous ces arguments, faisant valoir, par exemple, que «ce n'est sûrement pas le temps de voter NON et d'affaiblir le Québec», faisant valoir qu'on ne vote pas pour tel parti ou tel politicien mais «pour bâtir un avenir».



JOHNSON

SUITE DE LA PAGE 1

l'égard de sa requête «n'étaient pas vraies», a soutenu le chef du camp du NON.

«C'est une chose, pour quelque raison que ce soit, qui a dérapé et M. Bouchard s'en est saisi», a-t-il relevé. M. Johnson n'a pas voulu associer ce dérapage à un manque de coordination du camp fédéraliste. «Lucien Bouchard semble interpréter tous ces échanges, répliques par points de presse interposés comme un grand signe de division; l'objectif de ce matin, c'est de mettre les pendules à l'heure», a-t-il signalé.

Dans la déclaration conjointe faite par MM. Johnson et Chrétien, «la substance des déclarations que M. Chrétien dit depuis de nombreux mois, sinon de nombreuses années est résumée ici», a expliqué M. Johnson. «Il n'y a aucune espèce d'hésitation, de flottement quant à l'intention, à l'appui et à la formulation à l'endroit de la société distincte.»

En revanche, la déclaration conjointe est muette sur les deux autres éléments majeurs du Manifeste du NON, soit le droit de veto et le retrait du fédéral des plates-bandes provinciales. Commentant cette ab-

sence, M. Johnson a répété que l'heure n'était pas aux négociations constitutionnelles. «Il ne faut pas mélanger les dossiers, les échéances. On n'est pas dans une ronde constitutionnelle. On est dans une lutte référendaire pour savoir si on brise le pays, si le Québec s'en sépare», a-t-il rappelé.

La conférence de presse donnée par M. Johnson a retardé de plusieurs minutes son apparition à une assemblée du Groupe des Cent, un regroupement élitiste de jeunes pour le NON. Le regroupement, qui dit maintenant compter 1100 membres, tous professionnels, universitaires ou entrepreneurs, vient de changer de nom pour celui du Groupe des Mille. Il conserve toutefois le même leitmotiv: la séparation est désuète et inutile.

Devant cette foule enthousiaste de plusieurs centaines de personnes, M. Johnson a livré un discours portant exclusivement sur les avantages que présente le Canada: sa réputation enviable, la tolérance, la sécurité et la liberté qui y règne. «Pourquoi tourner le dos à tous ces avantages? a-t-il lancé. L'Assemblée, qui lui a accordé une chaleureuse ovation, s'est terminée sur les accents du *O Canada*, dans sa version bilingue, entonnée avec force par la plupart des participants.

ALGER

18 000 militaires et policiers mobilisés chaque jour

SUITE DE LA PAGE 1

gériens ou personnes d'origine algérienne sont établis en France où ils se sentent de plus en plus mal à l'aise face aux attentats qui frappent surtout la capitale française.

Ainsi, en trois mois, et huit attentats sanglants, Paris est devenue une capitale différente, saisie par les peurs éprouvées avant elle en Europe par Londres et Madrid. Plus vraiment une ville aux soucis ordinaires, mais pas non plus une cité en guerre.

Hier, juste avant l'annonce de l'annulation controversée de la rencontre à New York de Jacques Chirac et de Liamine Zeroual, nul besoin de sondages pour dire la crainte générale d'un nouvel attentat: l'armée est dans la rue.

Dans les gares, aéroports, et stations de métro, devant les musées ou grands magasins, les patrouilles sont incessantes. Les contrôles aussi, surtout pour les jeunes d'origine maghrébine, devenus aux yeux de certains policiers des «suspects» trop évidents.

«Nous sommes en guerre contre les terroristes», a affirmé le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré. Le plan antiterrorisme «Vigipirate» sera renforcé aujourd'hui, portant à 18 000 le nombre de militaires et policiers mobilisés chaque jour. Jamais depuis la fin de la guerre en Algérie en 1962 un tel déploiement de forces n'a été mis en place.

En chiffres, cela fait deux millions de personnes contrôlées depuis septembre, selon M. Debré. Cinquante mille personnes ont aussi été interpellées pour des motifs divers, et 10 000 refoulées hors de France. Plusieurs rafles ont été faites dans les milieux islamistes.

Ces mesures ont été bien accueillies par la population, rassurée par un dispositif aussi spectaculaire, mais leur

efficacité réelle a été contestée par le plus important syndicat de policiers.

«On a voulu éviter la psychose et c'est tout», dit Jacky Viallet, patron du syndicat FASP, «on ne va pas mettre un soldat derrière chaque poubelle. Et ce ne sont pas quelques milliers de soldats en plus qui empêcheront des attentats.» Le président de la Société nationale des chemins de fer (SNCF), Jean Bergougnoux, admet qu'«on imagine difficilement de faire ouvrir les sacs de deux millions de voyageurs chaque jour» ou de quadriller totalement 385 gares dans la région parisienne, et les 5000 trains qui circulent sur ce réseau.

De la maison au travail, huit millions d'habitants de la région parisienne, devenus des victimes potentielles, se sont pourtant adaptés aux fréquentes alertes dans les transports en commun ou à l'absence de poubelles urbaines, scellées. Les Français sont aussi devenus très soupçonneux devant les «objets suspects» comme les bonbonnes de gaz que les terroristes ont transformées en engins de mort, y compris pour le plus récent attentat, mardi dernier, dans le métro RER.

Psychose? Le terme semble excessif. «Si la présence policière conjuguée à la surenchère médiatique inquiète et apaise et en même temps, la population gère pour l'instant très bien son angoisse», affirme Carole Damiani, une psychologue de l'Institut national d'aide aux victimes.

«Depuis les attentats, on se serre les coudes. Et comment aller au travail autrement qu'en RER», ont noté Nelly Delmarche et Xavière Veisseire, deux jeunes femmes qui tous les jours empruntent la ligne C sur laquelle une voiture du métro a explosé, entre les stations Saint-Michel et Musée d'Orsay.

Wells pense
aux lendemains
référendaires

PRESSE CANADIENNE

Saint-John's, Terre-Neuve (PC) — Le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, reste volontairement en marge du débat référendaire dans l'espoir que le Québec et Terre-Neuve puissent éventuellement s'asseoir pour discuter de projets hydro-électriques dans le Labrador.

Au cours de la conférence des premiers ministres provinciaux qui s'est tenue l'été dernier, Jacques Parizeau et Clyde Wells ont abordé le différend qui les oppose depuis longtemps à propos de l'hydro-électricité dans le Labrador. Ils ont aussi discuté d'une éventuelle expansion des aménagements des chutes Churchill.

Clyde Wells admet toutefois que ces questions sont reléguées à l'arrière-scène en raison du référendum québécois du 30 octobre.

«Depuis le 1er octobre, M. Parizeau a été plutôt occupé», a déclaré Clyde Wells.

Ce dernier espère cependant qu'après le référendum, les deux gouvernements pourront aborder la question du potentiel hydro-électrique de la rivière Churchill, source de tension dans les relations entre les deux provinces depuis plusieurs années.

Le premier ministre Parizeau a indiqué à son homologues terre-neuvien que le Québec serait prêt à discuter d'un corridor hydro-électrique qui permettrait à Terre-Neuve de vendre aux États-Unis de l'électricité produite par un éventuel projet sur la basse Churchill.

Par sa formation économique
LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

Les travailleurs et travailleuses du Groupe Permacon en session de formation

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559